

**Assemblée générale**

Distr. générale
24 janvier 2017
Français
Original : anglais

Soixante et onzième session
Point 162 de l'ordre du jour
**Financement de la Mission des Nations Unies
pour l'organisation d'un référendum
au Sahara occidental**

**Budget de la Mission des Nations Unies pour l'organisation
d'un référendum au Sahara occidental pour l'exercice
allant du 1^{er} juillet 2017 au 30 juin 2018**

Rapport du Secrétaire général

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Mandat et résultats attendus	5
A. Vue d'ensemble	5
B. Hypothèses budgétaires et activités d'appui	5
C. Coopération avec des entités des Nations Unies au niveau régional	9
D. Partenariats, coordination avec l'équipe de pays et missions intégrées	9
E. Cadres de budgétisation axée sur les résultats	9
II. Ressources financières	29
A. Vue d'ensemble	29
B. Contributions non budgétisées	30
C. Gains d'efficience	30
D. Taux de vacance	30
E. Matériel appartenant aux contingents : matériel majeur et soutien logistique autonome	31
F. Formation	32
G. Services de détection des mines et de déminage	33



III. Analyse des variations	33
IV. Décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre	37
V. Récapitulatif des mesures prises pour donner suite aux décisions et demandes formulées par l'Assemblée générale dans ses résolutions 70/286 et 70/742, ainsi qu'aux demandes et recommandations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires approuvées par l'Assemblée générale	37
A. Assemblée générale	37
B. Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires	40
Annexes	
I. Définitions	42
II. Organigrammes	44
Carte	47

Résumé

Le présent rapport porte sur le budget de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO) pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2017 au 30 juin 2018, dont le montant s'élève à 55 155 600 dollars, à l'exclusion de contributions volontaires en nature d'une valeur de 519 000 dollars.

Ce budget couvre le déploiement de 218 observateurs militaires, 27 militaires, 12 policiers des Nations Unies, 82 fonctionnaires recrutés sur le plan international, 160 fonctionnaires recrutés sur le plan national, 18 Volontaires des Nations Unies et 10 membres du personnel fourni par des gouvernements.

La corrélation entre le montant total des ressources demandées pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2017 au 30 juin 2018 et l'objectif de la Mission est expliquée dans des tableaux du cadre de budgétisation axée sur les résultats, qui présentent une analyse par composante (composante civile opérationnelle, composante militaire et composante appui). Les effectifs de la Mission ont été déterminés composante par composante, sauf ceux de la direction exécutive et de l'administration, qui l'ont été en fonction des besoins de l'ensemble de la Mission.

Les explications relatives à la variation des ressources, humaines et financières, font référence s'il y a lieu aux produits correspondants prévus par la Mission.

Ressources financières

(En milliers de dollars des États-Unis; l'exercice budgétaire court du 1^{er} juillet 2017 au 30 juin 2018.)

Catégorie	Dépenses (2015/16)	Montant alloué (2016/17)	Dépenses prévues ^a (2017/18)	Variation	
				Montant	Pourcentage
Militaires et personnel de police	6 247, 6	6 753, 0	7 327, 8	574, 8	8, 5
Personnel civil	20 511, 2	22 066, 0	19 579, 7	(2 486, 3)	(11, 3)
Dépenses opérationnelles (ONU)	23 389, 5	23 731, 4	28 248, 1	4 516, 7	19, 0
Montant brut	50 148, 3	52 550, 4	55 155, 6	2 605, 2	5, 0
Recettes provenant des contributions du personnel	2 132, 7	2 336, 1	2 187, 6	(148, 5)	(6, 4)
Montant net	48 015, 6	50 214, 3	52 968, 0	2 753, 7	5, 5
Contributions volontaires en nature (budgétisées)	2 136, 6	4 032, 1	519, 0	(3 513, 1)	(87, 1)
Total	52 284, 9	56 582, 5	55 674, 6	(907, 9)	(1, 6)

^a Au total, 10 postes, dont 2 postes d'agent du Service mobile et 8 postes d'agent des services généraux, seront transférés au Centre de services régional d'Entebbe.

Ressources humaines^{a, c}								
	<i>Observateurs militaires</i>	<i>Contingents</i>	<i>Police des Nations Unies</i>	<i>Personnel recruté sur le plan international</i>	<i>Personnel recruté sur le plan national^b</i>	<i>Volontaires des Nations Unies</i>	<i>Personnel fourni par les gouvernements</i>	Total
Direction exécutive et administration								
Effectifs approuvés pour 2016/17	—	—	—	12	8	—	—	20
Effectifs proposés pour 2017/18	—	—	—	12	8	—	—	20
Composantes								
Composante civile opérationnelle								
Effectifs approuvés pour 2016/17	—	—	12	5	—	—	10	27
Effectifs proposés pour 2017/18	—	—	12	5	—	—	10	27
Personnel militaire								
Effectifs approuvés pour 2016/17	218	27	—	2	—	—	—	247
Effectifs proposés pour 2017/18	218	27	—	2	—	—	—	247
Appui								
Effectifs approuvés pour 2016/17	—	—	—	70	160	18	—	248
Effectifs proposés pour 2017/18	—	—	—	63	152	18	—	233
Total								
Effectifs approuvés pour 2016/17	218	27	12	89	168	18	10	542
Effectifs proposés pour 2017/18	218	27	12	82	160	18	10	527
Variation nette	—	—	—	(7)	(8)	—	—	(15)
^a Niveau maximum de l'effectif autorisé ou proposé. ^b Administrateurs et agents des services généraux. ^c Au total, 10 postes, dont 2 postes d'agent du Service mobile et 8 postes d'agent des services généraux, seront transférés au Centre de services régional d'Entebbe.								
Les décisions que l'Assemblée générale devra prendre sont présentées au chapitre IV du présent rapport.								

I. Mandat et résultats attendus

A. Vue d'ensemble

1. Le mandat de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO) a été établi par le Conseil de sécurité dans sa résolution 690 (1991). La dernière prorogation en date, jusqu'au 30 avril 2017, a été autorisée par le Conseil dans sa résolution 2285 (2016).
2. La Mission a pour mandat d'aider le Conseil de sécurité à atteindre un objectif général, qui est de parvenir à une solution politique juste, durable et mutuellement acceptable qui permette l'autodétermination du peuple du Sahara occidental.
3. Dans le cadre de cet objectif général, la Mission contribuera, au cours de l'exercice budgétaire, à un certain nombre de réalisations, en exécutant les produits clefs présentés dans les tableaux ci-après, qui reprennent les réalisations et les produits par composante (composante civile opérationnelle, composante militaire et composante appui), sur la base du mandat de la Mission.
4. Les réalisations escomptées sont celles qui permettront d'atteindre, au terme du mandat de la Mission, l'objectif fixé par le Conseil de sécurité, tandis que les indicateurs de succès serviront à mesurer les progrès accomplis au cours de l'exercice budgétaire. Les effectifs de la Mission ont été déterminés composante par composante, sauf ceux de la direction exécutive et de l'administration, qui l'ont été en fonction des besoins de l'ensemble de la Mission. La variation des effectifs par rapport au budget approuvé de 2016/17 est analysée au niveau de chaque composante.
5. La Mission, dont le quartier général se situe à Laayoune, est placée sous la direction du Représentant spécial du Secrétaire général, qui a rang de Sous-Secrétaire général. Les opérations militaires sont dirigées par le commandant de la Force, qui occupe un poste de rang D-2. La Mission continuera de travailler à Laayoune, dans 10 sites à Tindouf et dans 9 bases d'opérations situées de part et d'autre du mur de sable.

B. Hypothèses budgétaires et activités d'appui

6. Le concept des opérations de la Mission à l'appui de l'exécution de son mandat dépend de plusieurs facteurs, à savoir : la poursuite des négociations entre les parties en vue de parvenir à un règlement politique du conflit au Sahara occidental; le respect du cessez-le-feu et de la liberté de circulation du personnel des Nations Unies au Sahara occidental et dans les autres pays de la région; le maintien de l'intérêt des États Membres, des organisations non gouvernementales et des représentants des médias pour les questions liées au Sahara occidental, en particulier grâce à des visites dans la région.
7. La Mission poursuivra ses activités d'observation et de surveillance; veillera à ce que les parties respectent l'accord de cessez-le-feu; fournira un appui continu à l'Envoyé personnel du Secrétaire général dans l'exercice de ses fonctions, notamment en l'aidant à organiser des rencontres avec les parties et en lui fournissant des analyses et des avis politiques ainsi qu'un soutien logistique lors de ses visites dans la région, aidera le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les

réfugiés (HCR) à mettre en œuvre et à élargir le programme de mesures de confiance une fois qu'il reprendra; apportera un soutien logistique aux représentants de l'Union africaine à Laayoune; mènera des activités de déminage à l'est du mur de sable aux fins de l'exécution de son mandat. Ainsi, elle envisage de déminer 3 millions de mètres carrés de champs de mines et de zones dangereuses confirmées. En outre, elle continuera de se tenir en rapport avec les parties au conflit en ce qui concerne les initiatives de lutte antimines et de dispenser à son personnel des formations et sessions de remise à niveau sur les impératifs de sécurité en matière de mines terrestres et de restes explosifs de guerre. Les activités de renforcement des capacités dans la lutte antimines seront consolidées par le déploiement, au cours de l'exercice, d'un consultant chargé de collaborer avec les organismes locaux de lutte antimines, y compris le Bureau sahraoui de coordination de la lutte antimines. L'Armée royale marocaine continuera de se charger des activités de déminage à l'ouest du mur de sable.

8. La Mission continuera également de mettre à profit les progrès accomplis dans le domaine de la gestion de l'information avec le Centre international de déminage humanitaire de Genève en participant régulièrement à l'évaluation et à l'amélioration de la qualité de la base de données du système de gestion de l'information pour la lutte antimines.

9. La MINURSO s'acquitte de son mandat consistant à surveiller le respect du cessez-le-feu grâce aux patrouilles terrestres et aériennes effectuées par les observateurs militaires des Nations Unies déployés dans une zone couvrant 266 000 kilomètres carrés. Si le programme de mesures de confiance du HCR devait reprendre, elle facilitera les visites familiales, en mettant à disposition des policiers des Nations Unies et du personnel médical militaire chargés de les encadrer.

10. Pendant l'exercice budgétaire, la Mission assurera un appui efficace et rationnel propre à permettre à la composante opérationnelle et à la composante militaire de poursuivre leurs opérations. On suppose que les parties continueront de lui fournir des contributions volontaires sous forme d'installations et de services.

11. Les observateurs militaires de la Mission continueront d'avoir un programme de patrouilles très chargé, réalisant plus de 70 000 kilomètres de patrouilles terrestres par mois et entre 62 et 72 patrouilles par hélicoptère, afin d'inspecter chaque mois plus de 250 unités du quartier général et plus de 1 500 sous-unités.

12. L'insécurité suscite de plus en plus d'inquiétudes, aussi bien du côté de la Mission que du côté des parties au conflit. Sous la menace directe de groupes associés à l'État islamique d'Iraq et du Levant, la MINURSO compte renforcer les installations de sécurité dans ses neuf bases d'opérations, ses trois sites à Laayoune et au Bureau de liaison de Tindouf. Le Front Polisario a annoncé qu'il ne pouvait garantir la sécurité des patrouilles terrestres de la MINURSO conduites à l'est du mur de sable par des observateurs militaires non armés si ceux-ci ne demandaient pas une escorte armée aux forces militaires du Front. Au vu des menaces qui pèsent sur elle, la Mission a réexaminé son dispositif dans les zones à risques et adapté ses itinéraires et horaires de patrouille en fonction des conditions de sécurité au sol. Dans ce contexte, elle souhaiterait faire l'acquisition d'un hélicoptère de reconnaissance supplémentaire doté de fonctionnalités de surveillance et de vision nocturne afin de remplacer les patrouilles terrestres. La flotte aérienne de la Mission, composée de deux hélicoptères, a un taux d'utilisation de 95 %. La

MINURSO propose de renforcer ses capacités aériennes (afin de remplacer certaines des patrouilles terrestres par des patrouilles aériennes).

13. La réalisation des projets d'infrastructure prévus dans les bases d'opérations situées à l'est du mur de sable exige d'acheminer du matériel lourd sur des terrains accidentés. Afin de tirer parti du matériel et des opérateurs, la Mission prévoit de regrouper plusieurs projets sur un seul site. Une plateforme de soutien logistique et d'entretien sera également mise en service à Tifariti, à l'est du mur de sable, afin de renforcer, pour une période pouvant aller jusqu'à trois mois, les capacités d'adaptation de la Mission, dont les biens et le personnel font l'objet, selon toute attente, de restrictions à la circulation à travers la ligne de cessez-le-feu.

14. Dans le cadre de ses priorités stratégiques en matière d'environnement et de l'Initiative 2020/50 pour le verdissement, la Mission prévoit de forer 10 puits artésiens dans six de ses bases d'opérations. Elle a en outre réalisé une étude de viabilité initiale, selon laquelle il serait possible d'utiliser le vent comme source d'énergie renouvelable pour alimenter en électricité ses neuf bases d'opérations sans émettre de gaz à effet de serre.

15. L'effectif civil proposé pour l'exercice 2017/18 tient compte de la suppression de 16 postes (8 agents du Service mobile et 8 agents des services généraux recrutés sur le plan national) et de la création d'un poste de classe P-5. La suppression proposée de 3 postes d'agent du Service mobile et de 8 postes d'agent des services généraux recrutés sur le plan national, rendue possible par la mise en service d'Umoja, tient compte du transfert de certaines fonctions au Centre de services régional d'Entebbe. Le transfert au Centre de services régional de services d'appui pouvant être fournis à distance permet de réaliser des économies d'échelle, d'assurer la continuité des opérations, de créer des conditions plus stables pour le personnel et d'harmoniser la prestation de services en plus de réduire les risques propres à la Mission. Il est proposé de créer 10 postes au Centre de services régional, et de supprimer cinq postes d'agent du Service mobile, conformément aux recommandations formulées à l'issue de l'examen des besoins en personnel civil. La Mission propose également de créer un poste de classe P-5, dont le titulaire assurerait la nouvelle fonction de responsable de la gestion de la chaîne d'approvisionnement et des services, afin d'assurer durablement les fonctions de direction au sein de la composante appui, ainsi que de renforcer les activités logistiques et la prestation de services et d'en redéfinir les priorités.

16. Comme indiqué plus haut, l'insécurité est de plus en plus préoccupante et la Mission propose de réaffecter deux postes de la Section du transport de surface (chauffeurs) à la Section de la sécurité (agents de sécurité) afin d'en renforcer les capacités d'analyse des évaluations des risques de sécurité et des informations relatives aux menaces à la sécurité.

17. Il est proposé de modifier l'organigramme de la Division de l'appui à la mission en fonction de la stratégie globale d'appui aux missions et des recommandations découlant de l'examen approfondi des besoins en personnel civil de 2014, qui ont été partiellement mises en œuvre pendant les exercices 2015/16 et 2016/17. Pour l'exercice 2017/18, la Mission sera divisée en deux composantes principales : l'une administrée par le Chef adjoint de l'appui à la mission (P-5) et l'autre par le titulaire du poste de responsable de la gestion de la chaîne d'approvisionnement et des services (P-5) qu'il est proposé de créer. Conformément à la stratégie globale d'appui aux missions, le Chef adjoint de l'appui à la mission

sera chargé de la coordination opérationnelle et du contrôle de la qualité dans le domaine des services transactionnels. Le responsable de la gestion de la chaîne d'approvisionnement et des services supervisera l'ensemble des services d'appui technique dans l'objectif, à terme, de fournir rapidement et efficacement des services aux composantes militaire et organisationnelle pour leur permettre de mener à bien les tâches qui leur sont confiées. La stratégie globale d'appui aux missions étant pleinement mise en œuvre, la MINURSO s'y conformera en rationalisant, regroupant, hiérarchisant et en évaluant les services fournis, ce qui permettra d'accroître l'efficacité et l'efficience des services et de la gestion de la chaîne d'approvisionnement.

18. La Mission s'efforcera de réaliser des gains d'efficience grâce à la mise en place du système électronique de gestion des carburants (15 000 dollars), ainsi que des gains d'environ 0,4 million de dollars pendant l'exercice 2017/18 du fait de la mise en service d'Umoja.

19. Les prévisions de dépenses pour l'exercice 2017/18 sont fondées sur l'effectif autorisé de la composante militaire de la MINURSO, soit 257 membres du personnel militaire, dont 218 observateurs militaires, 7 membres du personnel administratif et 20 membres du personnel médical, ainsi que 12 policiers des Nations Unies.

20. Le montant estimatif des ressources nécessaires au fonctionnement de la Mission pour l'exercice 2017/18 est supérieur de 5 % (2 605 200 dollars) au montant approuvé pour l'exercice 2016/17. Cela s'explique par : l'augmentation des dépenses prévues au titre du personnel militaire et du personnel de police, en particulier en ce qui concerne l'indemnité de subsistance (missions) des observateurs militaires et des officiers d'état-major, le montant intégral de l'indemnité journalière s'élevant à 105 dollars par personne au lieu du montant de 54 dollars prévu dans le budget approuvé pour l'exercice 2016/17, ainsi qu'en ce qui concerne les rations alimentaires et l'eau en bouteille, le pays hôte ayant cessé de verser des contributions volontaires (pour les chambres d'hôtels et repas); une augmentation des dépenses opérationnelles, principalement au titre des transports aériens, étant donné qu'il est proposé de déployer un hélicoptère supplémentaire doté de fonctionnalités de surveillance et de vision nocturne afin de remplacer les patrouilles terrestres à l'est du mur de sable par des patrouilles aériennes; une augmentation des dépenses prévues au titre des installations et des infrastructures correspondant aux services d'architecture et de démolition dans le cadre du projet d'ingénierie de forage de puits artésiens dans six bases d'opérations; une augmentation des dépenses au titre des services divers auxquels il devrait être fait appel pour recruter des vacataires sur le plan international afin de poursuivre l'acheminement du matériel de survie à l'est du mur de sable; l'augmentation prévue des frais de transport due à l'acquisition de biens, matériel et fournitures divers.

21. L'augmentation globale des dépenses prévues est en partie compensée par la diminution des ressources demandées au titre du personnel recruté sur les plans national et international et des Volontaires des Nations Unies du fait de l'application d'un taux de vacance plus élevé compte tenu des tendances observées par le passé dans la Mission, de la suppression de 16 postes (8 agents du Service mobile et 8 agents des services généraux recrutés sur le plan national), ainsi que par la

diminution des dépenses prévues au titre des communications et notamment des transpondeurs, dont les coûts sont centralisés, et des pièces détachées.

22. Dans l'immédiat, la Mission ne s'attend pas à ce que des facteurs externes majeurs entravent la réalisation des objectifs fixés pour l'exercice considéré.

C. Coopération avec des entités des Nations Unies au niveau régional

23. La Mission continuera de travailler en étroite collaboration avec le Centre de services régional d'Entebbe (Ouganda) et le Centre de services mondial de l'ONU de Brindisi (Italie), ainsi qu'avec les missions voisines, afin d'explorer les possibilités de coopération qui pourraient permettre de réaliser des gains d'efficacité. Le traitement des états de paie du personnel recruté sur le plan national et du personnel de la composante militaire a été transféré au Centre de service régional pendant l'exercice 2016/17. La Mission utilise les services d'appui à distance du Centre de services mondial (Service des technologies géospatiales, de l'informatique et des télécommunications) pour que les bases d'opérations et le Bureau de liaison de Tindouf bénéficient de services à distance de gestion et de surveillance des systèmes. Le Centre de services mondial a dispensé une formation sur la sécurité aérienne au personnel de la Mission et contribue au développement de sources d'énergie renouvelable, domaine dans lequel il a été proposé de mener un projet pilote à la MINURSO.

D. Partenariats, coordination avec l'équipe de pays et missions intégrées

24. La Mission devrait continuer de fournir, moyennant remboursement, un soutien logistique au programme de mesures de confiance du HCR qui consiste à organiser des visites familiales réunissant les réfugiés des camps de Tindouf (Algérie) et les membres de leur famille vivant dans la zone située à l'ouest du mur de sable, lorsque celui-ci reprendra. Par ailleurs, le Représentant spécial du Secrétaire général est officiellement responsable de la sécurité au Sahara occidental et dans la région de Tindouf. En tant que centre de coordination pour les questions de sécurité, le bureau de liaison de la Mission à Tindouf continuera d'organiser régulièrement des séances d'information sur la sécurité à l'intention du HCR, du Programme alimentaire mondial, du Fonds des Nations Unies pour l'enfance, du Comité international de la Croix-Rouge et de la Direction générale Aide humanitaire et protection civile de la Commission européenne. La Mission continuera également de collaborer étroitement avec toutes les parties prenantes opérant dans la zone relevant de son mandat, à savoir l'Union africaine, les organismes des Nations Unies et les organisations non gouvernementales internationales.

E. Cadres de budgétisation axée sur les résultats

25. Pour simplifier la présentation des changements proposés au titre des ressources humaines, on a distingué six interventions possibles concernant les postes, qui sont définies dans l'annexe I. A au présent rapport.

Direction exécutive et administration

26. Le Représentant spécial du Secrétaire général et ses collaborateurs immédiats assureront la direction exécutive et l'administration de la mission. L'effectif proposé est présenté dans le tableau 1.

Tableau 1

Ressources humaines : Direction exécutive et administration

	Personnel recruté sur le plan international						Personnel recruté sur le plan national ^a	Volontaires des Nations Unies	Total
	SGA/ SSG	D-2/ D-1	P-5/ P-4	P-3/ P-2	Service mobile	Total partiel			
Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général									
Postes approuvés 2016/17	1	1	2	2	1	7	2	—	9
Postes proposés 2017/18	1	1	2	2	1	7	2	—	9
Variation nette	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Bureau de liaison de Tindouf									
Postes approuvés 2016/17	—	1	—	—	3	4	5	—	9
Postes proposés 2017/18	—	1	—	—	3	4	5	—	9
Variation nette	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Équipe déontologie et discipline									
Postes approuvés 2016/17	—	—	1	—	—	1	1	—	2
Postes proposés 2017/18	—	—	1	—	—	1	1	—	2
Variation nette	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total									
Postes approuvés 2016/17	1	2	3	2	4	12	8	—	20
Postes proposés 2017/18	1	2	3	2	4	12	8	—	20
Variation nette	—	—	—	—	—	—	—	—	—

^a Administrateurs et agents des services généraux.

Composante 1 : composante civile opérationnelle

27. La composante civile opérationnelle de la Mission continuera de suivre l'évolution de la situation politique et des conditions de sécurité dans le territoire et la région et d'en rendre compte, et de fournir conseils et assistance à l'Envoyé personnel du Secrétaire général, qui s'efforce d'amener les parties à une solution politique qui détermine le statut définitif du Sahara occidental et mette fin au conflit. Elle continuera aussi d'appuyer le programme de mesures de confiance du HCR en attendant sa reprise, de s'employer à réduire le danger posé par la présence de mines et de restes explosifs de guerre, d'assurer la sécurité du personnel et des biens de l'ONU et de prêter assistance à l'Union africaine si besoin est.

<i>Réalisations escomptées</i>	<i>Indicateurs de succès</i>
1.1 Progrès vers un accord politique concernant le statut définitif du Sahara occidental	1.1.1 L'Envoyé personnel du Secrétaire général informe le Conseil de sécurité de ses activités ainsi que de l'évolution de la situation dans la zone de responsabilité de la Mission ou la concernant. (2015/16 : 4; 2016/17 : 2; 2017/18 : 2)

Produits

- Un rapport du Secrétaire général au Conseil de sécurité
- Deux exposés du Représentant spécial du Secrétaire général pour le Sahara occidental au Conseil de sécurité
- Analyses et avis politiques à l'intention de l'Envoyé personnel du Secrétaire général et appui logistique lors de ses visites dans la région
- Réunions mensuelles avec l'équipe de coordination du dispositif de sécurité et réunions trimestrielles avec le Groupe des Amis, les parties au conflit et les autorités locales pour examiner la situation sur le terrain et faire le point régulièrement sur l'évolution de la situation politique et des conditions de sécurité dans le pays
- 312 revues de presse sur les questions de portée régionale et internationale concernant le Sahara occidental
- Exposés politiques, visites sur le terrain et accompagnement de délégations d'États Membres et de représentants d'organisations internationales et gouvernementales et de médias en visite à Laayoune et à Tindouf, sur demande
- Maintien de la résilience de la Mission face à l'évolution des conditions opérationnelles, notamment en assurant la continuité des opérations menées depuis les bases d'opérations situées dans des zones reculées, pour des durées pouvant aller jusqu'à trois mois

<i>Réalisations escomptées</i>	<i>Indicateurs de succès</i>
1.2 Le programme de mesures de confiance du HCR est actuellement suspendu. Lorsqu'il reprendra, la réalisation escomptée concernera les progrès vers le règlement des problèmes humanitaires, en particulier ceux qui touchent les réfugiés	1.2.1 Augmentation du nombre de parents de réfugiés participant à des visites familiales (allers simples) (2015/16 : programme suspendu; 2016/17 : programme suspendu; 2017/18 : programme suspendu) Il est prévu que le HCR nomme un nouveau responsable à la tête du programme de mesures de confiance

Produits

- Observation et facilitation de 20 visites familiales par des policiers des Nations Unies affectés à la Mission, et accompagnement de 2 100 personnes entre Tindouf et le territoire dans le cadre du programme de visites familiales du HCR, notamment en participant à l'évacuation sanitaire des bénéficiaires et en facilitant les visites à l'hôpital
- Détachement de personnel médical militaire de la Mission aux aéroports de Laayoune, Dakhla et Tindouf, ainsi qu'à bord d'appareils affrétés par le HCR, afin de faciliter 20 visites familiales entre Tindouf et le territoire
- Réunions et échanges bimensuels avec le HCR afin de faire le point sur la mise en œuvre du programme de mesures de confiance une fois qu'il aura repris

*Réalisations escomptées**Indicateurs de succès*

1.3 Réduction du danger posé par la présence de mines et de restes explosifs de guerre

1.3.1 Poursuite du nettoyage des zones où la présence de mines et de restes explosifs de guerre a été constatée en surface ou en profondeur, afin de faciliter la surveillance du bon respect du cessez-le-feu et de garantir la sécurité du personnel de l'ONU lors de ses déplacements (2015/16 : 2 685 975 m² en surface et en profondeur; 2016/17 : 5 000 000 m² en surface et en profondeur; 2017/18 : 3 000 000 m² en surface et en profondeur)

Produits

- Restitution de 3 000 000 m² de champs de mines et de zones dangereuses ou présumées dangereuses après leur nettoyage
- 50 visites de contrôle de la qualité des opérations de neutralisation des mines et des restes explosifs de guerre menées par les équipes de déminage (2 équipes polyvalentes et 1 équipe chargée des levés et des relations avec les collectivités) à l'est du mur de sable
- Maintien d'une équipe d'intervention d'urgence prête à agir à tout moment en cas de danger lié aux mines ou aux restes explosifs de guerre à l'est du mur de sable
- Réunion de coordination avec les autorités du Front Polisario portant sur la lutte antimines, notamment la coordination et la mise en commun d'informations, le renforcement des capacités et le nettoyage de mines et de restes explosifs de guerre. Réunion de coordination avec l'Armée royale marocaine dans la mesure du possible
- Conseils et assistance technique fournis aux autorités du Front Polisario en vue de renforcer et d'étoffer les capacités locales de déminage, dans le cadre de 6 réunions de coordination des opérations de déminage avec le Front à l'est du mur de sable
- Maintenance et mise à jour du Système de gestion de l'information pour la lutte antimines dans les 30 jours suivant la fin des opérations de déminage afin que la Mission dispose des informations les plus à jour possible sur les dangers présentés par les mines et les restes explosifs de guerre
- Tenue, dès l'arrivée de membres du personnel militaire ou civil nouvellement affectés ou transférés à la MINURSO, de séances de formation et de sensibilisation aux impératifs de sécurité relatifs à la présence de mines. Tenue, dans les bases d'opérations de la Mission, de 9 séances de remise à niveau et de sensibilisation aux impératifs de sécurité relatifs à la présence de mines
- Vérification des itinéraires de patrouille sur demande de la composante militaire afin de garantir la sécurité des observateurs militaires des Nations Unies

Facteurs externes

Des conditions météorologiques défavorables et une évolution de la situation politique ou des conditions de sécurité peuvent ralentir le déroulement du programme de déminage et provoquer une suspension temporaire des activités.

Tableau 2

Ressources humaines : composante 1 (composante civile opérationnelle)

Catégorie	Total
I. Police des Nations Unies	
Effectif approuvé 2016/17	12
Effectif proposé 2017/18	12
Variation nette	–
II. Personnel fourni par des gouvernements	
Effectif approuvé 2016/17	10
Effectif proposé 2017/18	10
Variation nette	–
III. Personnel civil	

<i>Réalisations escomptées</i>	<i>Indicateurs de succès</i>
2.1 Respect de l'accord de cessez-le-feu par les parties	2.1.1 Absence de violations graves du cessez-le-feu et des accords militaires (2015/16 : 0; 2016/17 : 0; 2017/18 : 0)
<i>Produits</i>	
<ul style="list-style-type: none"> • 33 804 jours-homme de patrouilles motorisées par les observateurs militaires des Nations Unies, notamment aux fins des patrouilles diurnes (à raison de 4 observateurs militaires par patrouille et de 27 patrouilles par jour pendant 313 jours) • 832 visites de liaison effectuées par des observateurs militaires des Nations Unies dans les postes de commandement des forces armées des deux parties (à raison de 4 observateurs militaires des Nations Unies par visite et de 4 visites par semaine pendant 52 semaines) • 1 678 heures de patrouille aérienne à partir de 9 bases d'opérations en vue de l'inspection des centres de commandement et des sous-unités des forces militaires de l'Armée royale marocaine et du Front Polisario (46,61 heures de vol par hélicoptère et par mois, à raison de 3 hélicoptères pendant 12 mois) • Enquêtes sur toutes les violations présumées de l'accord de cessez-le-feu par l'une ou l'autre partie • Réunions de groupes de travail sur la violation du cessez-le-feu, en cas de besoin 	
<i>Facteurs externes</i>	
<p>Les parties sont disposées à s'abstenir de toute activité hostile et à maintenir la liberté de circulation des observateurs militaires et à faciliter leurs déplacements. L'évolution de la situation politique ou des conditions de sécurité peut provoquer une suspension temporaire des activités. Accompagnement des patrouilles terrestres par une escorte armée à l'est du mur de sable, et maintien des restrictions concernant les patrouilles nocturnes.</p>	

Tableau 3
Ressources humaines : composante 2 (composante militaire)

<i>Catégorie</i>	<i>Total</i>							
<i>I. Observateurs militaires</i>								
Effectif approuvé 2016/17	218							
Effectif proposé 2017/18	218							
Variation nette	–							
<i>II. Contingents</i>								
Effectif approuvé 2016/17	27							
Effectif proposé 2017/18	27							
Variation nette	–							
<i>III. Personnel civil</i>								
	<i>Personnel recruté sur le plan international</i>					<i>Personnel recruté sur le plan national</i>	<i>Volontaires des Nations Unies</i>	Total
	<i>SGA/SSG</i>	<i>D-2/D-1</i>	<i>P-5/P-4</i>	<i>P-3/P-2</i>	<i>Service mobile</i>	Total partiel		
Bureau du commandant de la Force								
Postes approuvés 2016/17	–	1	–	–	1	2	–	2

III. Personnel civil	Personnel recruté sur le plan international					Personnel recruté sur le plan national	Volontaires des Nations Unies	Total
	SGA/SSG	D-2/D-1	P-5/P-4	P-3/P-2	Service mobile	Total partiel		
Postes proposés 2017/18	–	1	–	–	1	2	–	2
Variation nette	–	–	–	–	–	–	–	–
Total partiel, personnel civil								
Postes approuvés 2016/17	–	1	–	–	1	2	–	2
Postes proposés 2017/18	–	1	–	–	1	2	–	2
Variation nette	–	–	–	–	–	–	–	–
Total (I à III)								
Effectif approuvé 2016/17								247
Effectif proposé 2017/18								247
Variation nette								–

Composante 3 : appui

29. La composante appui fournit à la Mission des services rapides, efficaces et responsables afin de l'aider à s'acquitter de son mandat, en exécutant les produits prévus, en améliorant les services et en réalisant des gains d'efficacité. Elle fournira aux 257 militaires et membres du personnel de police et aux 270 membres du personnel civil des services d'appui efficaces et rationnels dans les domaines suivants : logistique, gestion, administration et sécurité. Ce faisant, elle exécutera divers produits, améliorera les services et réalisera des gains d'efficacité, tout en veillant à ce qu'il soit dûment tenu compte des questions transversales comme l'égalité des sexes et la sensibilisation au VIH/sida. En outre, elle offrira un appui logistique au bureau de l'Union africaine à Laayoune. Les services d'appui porteront aussi sur l'application des politiques en matière de déontologie et de discipline, l'administration du personnel, les soins médicaux offerts à l'ensemble du personnel, les activités de construction, de rénovation et d'entretien des installations, les communications et l'informatique, les services de transports aériens et terrestres, les opérations d'approvisionnement et la fourniture de services de sécurité pour l'ensemble de la Mission.

30. Afin que la composante se prête davantage aux comparaisons et que le principe de responsabilité s'y applique mieux, la Mission a renforcé son cadre budgétaire axé sur les résultats établi pour l'exercice 2017/18.

Indicateurs de succès prévus

3.1 Fourniture à la Mission de services d'appui rapides, efficaces et responsables

Indicateurs de succès effectifs

3.1.1 Pourcentage d'utilisation des heures de vol approuvées (à l'exclusion des opérations de recherche et de sauvetage et d'évacuation sanitaire secondaire et primaire) (2015/16 : 94 %; 2016/17 : ≥ 90 %; 2017/18 : ≥ 90 %)

3.1.2 Engagements budgétaires de la période antérieure annulés, en pourcentage des engagements reportés (2015/16 : 6 %; 2016/17 : ≤ 5 %; 2017/18 : ≤ 5 %)

3.1.3 Pourcentage annuel moyen de postes internationaux autorisés vacants (2015/16 : 11 %; 2016/17 : 6 % \pm 1 %; 2017/18 : 5 % \pm 1 %)

3.1.4 Pourcentage annuel moyen de personnel civil international féminin (2015/16 : 21 %; 2016/17 : \geq 24 %; 2017/18 : \geq 27 %)

3.1.5 Nombre moyen de jours ouvrables nécessaires au recrutement à des postes spécifiques, de la clôture de l'avis de vacance de poste à la sélection des candidats, pour tous les postes ouverts à un recrutement sur le plan international (2015/16 : 32; 2016/17 : sans objet; 2017/18 : \leq 130)

3.1.6 Nombre moyen de jours ouvrables nécessaires au recrutement aux fins de l'inscription sur une liste de réserve, de la clôture de l'avis de vacance de poste à la sélection des candidats, pour tous les postes ouverts à un recrutement sur le plan international (2015/16 : 99; 2016/17 : \leq 50; 2017/18 : \leq 48)

3.1.7 Score global sur la fiche d'évaluation de la gestion environnementale établie par le Département de l'appui aux missions (2015/16 : sans objet; 2016/17 : sans objet; 2017/18 : 100)

3.1.8 Pourcentage de l'ensemble des problèmes informatiques résolus conformément aux objectifs fixés en fonction du degré de gravité (haute, moyenne, faible) (2015/16 : sans objet; 2016/17 : \geq 85 %; 2017/18 : \geq 85 %)

3.1.9 Respect des dispositions de la politique de gestion du risque en matière de sécurité du travail sur le terrain (2015/16 : 20 %; 2016/17 : 100 %; 2017/18 : 100 %)

3.1.10 Score global à l'indice de gestion des biens mesuré par le Département de l'appui aux missions en fonction de 20 indicateurs de résultats de base (2015/16 : 1 934; 2016/17 : \geq 1,800; 2017/18 : \geq 1,800)

3.1.11 Pourcentage de soldats logés dans des locaux des Nations Unies satisfaisant aux normes au 30 juin, conformément au mémorandum d'accord (2015/16 : 100 %; 2016/17 : 100 %; 2017/18 : 100 %)

3.1.12 Respect des normes des Nations Unies relatives aux rations en termes de livraison, de qualité et de gestion des stocks (2015/16 : nul; 2016/17 : \geq 95 %; 2017/18 : \geq 95 %)

Produits

Amélioration des services

- Mise en œuvre du Plan d'action pour l'environnement à l'échelle de la Mission, conformément à la stratégie environnementale du Département de l'appui aux missions

- Appui à la mise en œuvre de la stratégie et de l'approche définies par le Département de l'appui aux missions en matière de gestion de la chaîne logistique
- Création du Comité de suivi de l'efficacité de la Mission intégrée chargé d'examiner les mesures et questions de portée générale dans l'ensemble de la Mission de façon à obtenir des gains d'efficacité et à améliorer les services

Service des aéroports

- Exploitation et entretien de 5 appareils au total (2 avions et 3 hélicoptères)
- Réalisation d'un total de 4 230 heures de vol prévues (4 230 sur des compagnies commerciales uniquement), pour tous les services, y compris le transport de passagers, le fret, les patrouilles et l'observation, la recherche et le sauvetage et les évacuations sanitaires secondaire et primaires
- Contrôle des normes de sécurité aérienne pour 5 aéronefs et exploitation et entretien de 4 pistes d'atterrissage non goudronnées et de 8 aires de poser d'hélicoptère

Services relatifs au budget, aux finances et à l'information financière

- Prestation de services budgétaires, financiers et comptables pour un budget de 55,2 millions de dollars, dans la limite des pouvoirs délégués

Services concernant le personnel civil

- Fourniture de services de gestion des ressources humaines pour un effectif maximum autorisé de 270 membres du personnel civil (82 fonctionnaires recrutés sur le plan international, 160 agents recrutés sur le plan national, 18 Volontaires des Nations Unies et 10 agents fournis par des gouvernements), notamment pour appuyer le traitement des indemnités, droits et avantages, le recrutement, la gestion des postes, la préparation des budgets et le suivi du comportement professionnel, dans la limite des pouvoirs délégués
- Organisation de sessions de formation en cours de mission à l'intention de 252 membres du personnel civil et soutien à la formation hors mission de 46 membres du personnel civil
- Appui au traitement de 1 634 demandes de voyage en cours de mission et de 40 demandes de voyage hors mission à des fins autres que la formation et de 46 demandes de voyage à des fins de formation présentées par des membres du personnel civil

Services relatifs aux locaux, aux infrastructures et au génie

- Services d'entretien et de réparation pour un total de 14 sites de la Mission situés dans 11 lieux différents
- Exécution de 2 projets de construction, rénovation et aménagement, dont la construction et l'entretien de 2 héliports en béton
- Exploitation et entretien de 72 groupes électrogènes appartenant à l'ONU et de 1 centrale solaire, en plus des contrats souscrits auprès de fournisseurs locaux d'électricité
- Exploitation et entretien d'installations d'approvisionnement en eau et de traitement de l'eau (y compris 18 puits/trous de forage et 20 usines de traitement et de purification de l'eau), en plus des contrats souscrits auprès de fournisseurs locaux
- Prestation de services de gestion des déchets, y compris la collecte et l'élimination des déchets liquides et solides, sur 13 sites

Services de gestion du carburant

- Gestion de l'approvisionnement en carburant et de son stockage [4,8 millions de litres de carburant (3,53 millions de litres pour les opérations aériennes, 0,5 million de litres pour les transports terrestres et 0,77 million de litres pour les générateurs et autres installations)] et de l'approvisionnement en lubrifiants et de leur stockage dans les points de distribution et installations de stockage de 18 sites

Services relatifs aux technologies géospatiales, à l'informatique et aux télécommunications

- Mise à disposition et dépannage de 600 radios portatives, 369 radios mobiles et fixes à très haute fréquence (VHF) et 224 à haute fréquence et 31 répéteurs VHF
- Exploitation et entretien d'un réseau de téléphonie, de télécopie, de visioconférence et de transmission de données, y compris 11 microterminaux VSAT, 4 autocommutateurs téléphoniques et 5 liaisons hertziennes, et fourniture de 120 abonnements de téléphonie mobile
- Mise à disposition et dépannage de 263 ordinateurs de bureau, 300 ordinateurs portables, 158 imprimantes et 40 expéditeurs numériques pour un effectif moyen de 455 utilisateurs finals civils et en uniforme, et autres services communs
- Exploitation et maintenance de 12 réseaux locaux et réseaux longue distance sur 12 sites
- Analyse de données géospatiales couvrant 270 395 km², entretien des couches topographiques et thématiques et production de 2 513 cartes

Services médicaux

- Exploitation et entretien d'installations médicales appartenant à l'ONU (1 dispensaire de niveau I) et services connexes, et appui à des installations médicales appartenant aux contingents (1 dispensaire de niveau I) à Laayoune et dans les bases d'opérations
- Maintenance des dispositifs d'évacuation sanitaire secondaire de 2 installations médicales (2 de niveau IV) dans 2 sites se trouvant hors de la zone de la Mission

Services de gestion de la chaîne d'approvisionnement

- Gestion de la chaîne d'approvisionnement, dont appui à la planification et à l'approvisionnement pour un montant estimatif de 7,73 millions de dollars en acquisitions de biens et de produits de base; réception, gestion et distribution ultérieure d'un maximum de 771 000 kg de cargaison dans la zone de la Mission; et gestion, comptabilité générale et information financière pour les immobilisations corporelles, les stocks financiers et stocks n'ayant pas de valeur marchande, ainsi que le matériel, en deçà du seuil correspondant à un coût historique total de 36,8 millions de dollars, dans les limites des pouvoirs délégués

Services concernant le personnel en tenue

- Déploiement, relève et rapatriement d'un effectif maximum autorisé de 257 militaires et policiers (218 observateurs militaires, 7 officiers d'état-major, 20 soldats et 12 membres de la Police des Nations Unies)
- Inspection, vérification et communication des informations relatives à la conformité du matériel majeur appartenant aux contingents et du soutien logistique autonome pour 1 unité en tenue
- Fourniture et stockage de rations, de rations de combat et d'eau pour un effectif moyen de 20 soldats
- Aide au traitement des demandes de remboursement et droits à prestations pour un effectif moyen de 224 soldats et policiers et 1 agent fourni par un gouvernement
- Aide au traitement de 420 demandes de voyage en cours de mission et 16 demandes de voyage hors mission à des fins autres que la formation

Services de gestion des véhicules et des transports terrestres

- Exploitation et entretien de 392 véhicules appartenant à l'ONU (192 véhicules légers, 46 véhicules à usage spécial, 4 ambulances et 150 autres véhicules, remorques et accessoires spécialisés) et 7 ateliers militaires et de réparation, et prestation de services de transport et de navette

Sécurité

- Prestation de services de sécurité, 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, sur tous les sites de la Mission
- Évaluation des conditions de sécurité dans toute la zone de la Mission, y compris au regard des normes minimales de sécurité opérationnelle applicables au domicile pour les membres du personnel recrutés sur le plan international en poste à Laayoune, évaluation des conditions de sécurité dans 19 bureaux des Nations Unies dans la zone de la Mission et évaluation des conditions de sécurité dans les hôtels fréquentés par le personnel des Nations Unies dans la zone de la Mission
- Organisation de réunions d'information sur la sécurité pour l'ensemble des membres du personnel nouvellement arrivés, dans le cadre du système de gestion de la sécurité des Nations Unies
- Organisation de 16 séances d'information sur la sécurité et les plans d'urgence à l'intention de l'ensemble du personnel de la Mission et de 12 séances d'information à l'occasion des réunions de l'équipe de coordination du dispositif de sécurité, qui s'ajouteront aux analyses quotidiennes, hebdomadaires, mensuelles et trimestrielles et aux réunions et conférences des personnes relais pour les questions de sécurité
- Organisation, à l'intention du personnel des Nations Unies en poste à Laayoune et à Tindouf et dans 9 bases d'opérations, de séances de formation sur la sécurité et d'exercices d'évacuation et de réinstallation dans le cadre du dispositif relais pour les questions de sécurité
- Organisation à Laayoune et Tindouf d'un stage de formation annuel sur les techniques de sécurité en mission
- Organisation, à l'intention de tout le personnel relevant du système de gestion de la sécurité des Nations Unies, d'exercices d'évacuation et de réinstallation annuels à Laayoune, à Tindouf et dans 9 bases d'opérations

Déontologie et discipline

- Mise en œuvre d'un programme de déontologie et de discipline pour tous les membres du personnel (militaires, policiers et civils), comprenant formation, suivi des enquêtes et mesures disciplinaires

VIH/sida

- Programme de sensibilisation au VIH, notamment grâce à la communication d'informations entre collègues, pour l'ensemble du personnel de la Mission
- Exploitation et entretien d'installations où des services confidentiels de conseil sur le VIH et de dépistage volontaire sont proposés

Facteurs externes

Les parties au conflit continuent de permettre au personnel de la Mission de circuler librement. Les fournisseurs livrent les biens et services prévus aux contrats.

Tableau 4
Ressources humaines : composante 3 (Appui)

Personnel civil	Personnel recruté sur le plan international						Personnel recruté sur le plan national ^a	Volontaires des Nations Unies	Total
	SGA-SSG	D-2-D-1	P-5-P-4	P-3-P-2	Service mobile	Total partiel			
Section de la sécurité									
Postes approuvés 2016/17	–	–	1	1	5	7	40	–	47
Postes proposés 2017/18	–	–	1	1	7	9	40	–	49
Variation nette	–	–	–	–	2	2	–	–	2
Division de l'appui à la mission									
Bureau du Chef de l'appui à la mission									
Postes approuvés 2016/17	–	1	6	8	48	63	120	18	201
Postes proposés 2017/18	–	1	–	1	2	4	2	–	6
Variation nette	–	–	(6)	(7)	(46)	(59)	(118)	(18)	(195)
Bureau du Chef adjoint de l'appui à la mission									
Postes approuvés 2016/17	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Postes proposés 2017/18	–	–	–4	3	2	9	11	4	24
Variation nette	–	–	4	3	2	9	11	4	24
Bureau du responsable de la gestion de la chaîne d'approvisionnement et des services									
Postes approuvés 2016/17	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Postes proposés 2017/18	–	–	3	4	34	41	99	14	154
Variation nette	–	–	3	4	34	41	99	14	154
Total (Division de l'appui à la mission)									
Postes approuvés 2016/17	–	1	6	8	48	63	120	18	201
Postes proposés 2017/18	–	1	7	8	38	54	112	18	184
Variation nette	–	–	1	–	(10)	(9)	(8)	–	(17)
Total (personnel civil)									
Postes approuvés 2016/17	–	1	7	9	53	70	160	18	248
Postes proposés 2017/18	–	1	8	9	45	63	152	18	233
Variation nette	–	–	1	–	(8)	(7)	(8)	–	(15)

^a Administrateurs et agents des services généraux.

Section de la sécurité

Personnel recruté sur le plan international : augmentation nette de 2 postes (réaffectation de 2 postes d'agent du Service mobile depuis la Section du transport de surface)

31. Les menaces pesant sur la MINURSO se sont récemment amplifiées du fait de divers facteurs, dont l'élargissement du profil de la Mission après la crise politique et l'intérêt suscité chez les médias. La Mission a eu connaissance qu'un groupe terroriste basé au Mali et affilié à l'État islamique d'Iraq et du Levant avait proféré une menace visant spécifiquement son personnel et ses biens. Les risques auxquels sont exposés le personnel et les biens de la Mission ayant augmenté, il conviendrait de prescrire, d'adopter et d'appliquer des mesures d'atténuation et de prévention adaptées. Les deux agents du Service mobile réaffectés de la Section du transport de surface aideront la Section de la sécurité à analyser les évaluations de risques et les informations concernant les menaces. Cette mesure s'inscrit dans le prolongement des conclusions du rapport d'évaluation du Département de la sûreté et de la sécurité du Secrétariat.

32. L'organigramme de la Division de l'appui à la mission sera remanié compte tenu de la stratégie globale d'appui aux missions et des recommandations issues de l'examen approfondi des besoins en personnel civil de 2014. Conformément à la stratégie globale d'appui aux missions, la Mission reposera sur deux grands piliers, l'un relevant du Chef adjoint de l'appui à la mission et l'autre du responsable de la gestion de la chaîne d'approvisionnement et des services. Le Bureau du Chef adjoint de l'appui à la mission supervisera la Section des ressources humaines, la Section des finances et du budget, la Section des achats, le Groupe du contrôle des risques, de la mise aux normes et du suivi et le Groupe de la gestion des marchés. Le Bureau du responsable de la gestion de la chaîne d'approvisionnement et des services supervisera la Section des transports aériens, la Section du transport de surface, la Section du génie, la Section de la gestion du matériel, le Groupe des achats et des demandes de fourniture de biens et services, le Groupe des services centraux d'entreposage et de distribution, la Section des communications et de l'informatique et le Centre des opérations logistiques conjointes.

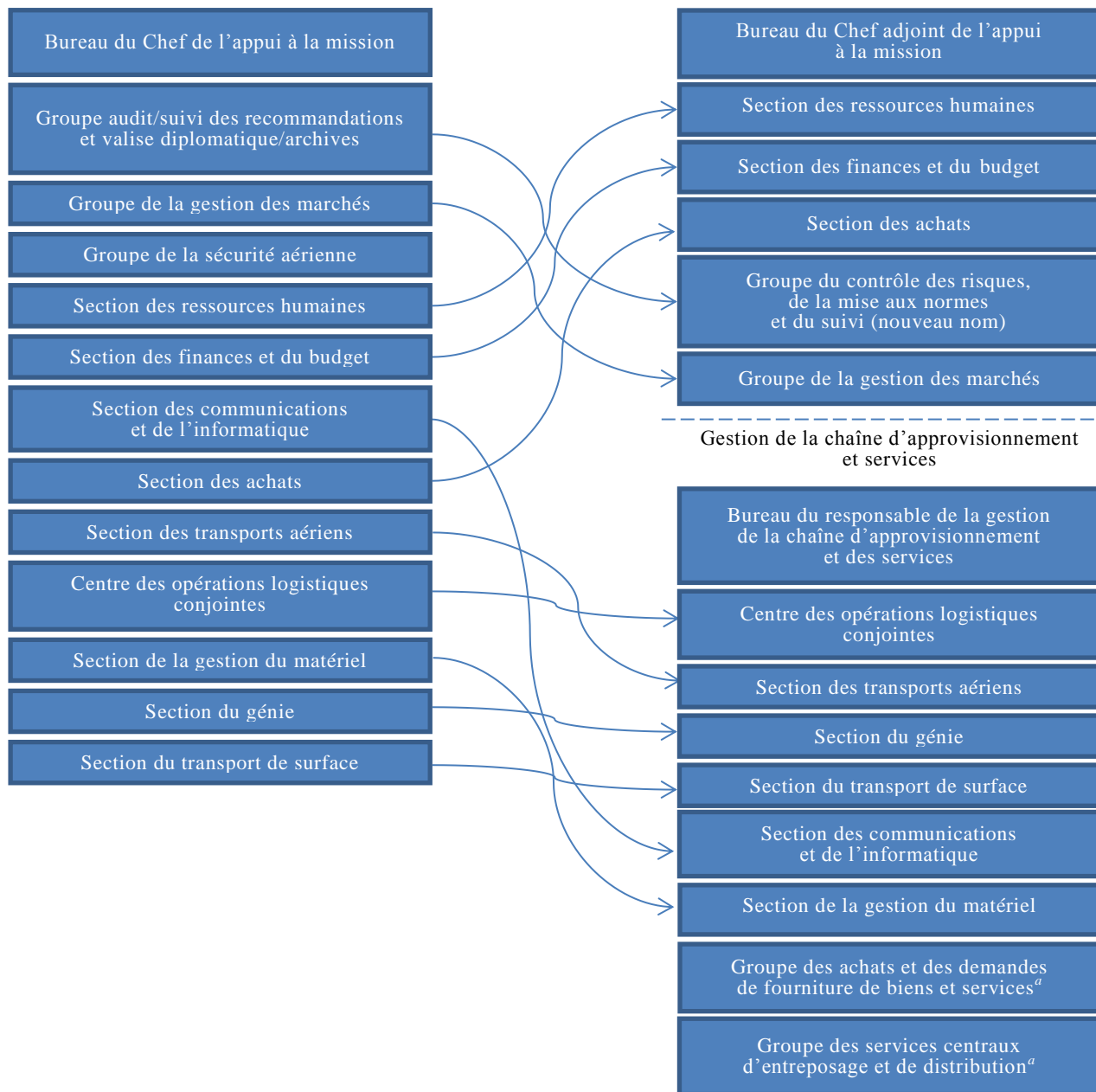
Réorganisation de la structure de la Division de l'appui à la mission

Exercice 2016/17

Exercice 2017/18

Chef de l'appui à la mission

Chef adjoint de l'appui à la mission



Changements proposés pour 2017/18

^a Groupe à créer.

Transfert de bureau/groupe

Division de l'appui à la mission

Personnel recruté sur le plan international : diminution nette de 9 postes

Personnel recruté sur le plan national : diminution de 8 postes

Bureau du Chef de l'appui à la mission

Personnel recruté sur le plan international : diminution de 1 poste (transfert de 1 poste P-5 du Bureau du Chef de l'appui à la mission au Bureau du Chef adjoint de l'appui à la mission)

Personnel recruté sur le plan national : diminution de 2 postes (transfert de 2 postes d'agent des services généraux recruté sur le plan national du Bureau du Chef de l'appui à la mission au Bureau du Chef adjoint de l'appui à la mission)

33. Conformément à la stratégie globale d'appui aux missions, il est proposé de transférer un poste d'agent du Service mobile du Bureau du Chef de l'appui à la mission au Bureau du Chef adjoint de l'appui à la mission qu'il est envisagé de créer, un poste d'agent des services généraux recruté sur le plan national au Groupe du contrôle des risques, de la mise aux normes et du suivi (nouveau nom) et un poste d'agent des services généraux recruté sur le plan national du Groupe de la gestion des marchés relevant du Chef adjoint de l'appui à la mission. Le Bureau du Chef de l'appui à la mission continuera d'exercer les fonctions de contrôle stratégique et demeurera chargé de l'ensemble des services d'appui à la Mission. Le Groupe de la sécurité aérienne continuera de rendre compte directement au Chef de l'appui à la mission.

Chef adjoint de l'appui à la mission

Personnel recruté sur le plan international : diminution nette de 2 postes (transfert de 1 poste P-5 depuis le Bureau du Chef de l'appui à la mission et suppression de 3 postes d'agent du Service mobile)

Personnel recruté sur le plan national : diminution nette de 6 postes (transfert de 2 postes d'agent des services généraux recruté sur le plan national depuis le Bureau du Chef de l'appui à la mission et suppression de 8 postes d'agent des services généraux recruté sur le plan national)

Volontaires des Nations Unies: augmentation de 1 poste (transfert de 1 poste de Volontaire des Nations Unies depuis la Section du génie)

Bureau du Chef adjoint de l'appui à la mission

Personnel recruté sur le plan international : augmentation de 1 poste (transfert de 1 poste P-5 du Bureau du Chef de l'appui à la mission au Bureau du Chef adjoint de l'appui à la mission)

34. Conformément à la stratégie globale d'appui aux missions, il est proposé de transférer un poste d'agent du Service mobile au Bureau du Chef adjoint de l'appui à la mission depuis le Bureau du Chef de l'appui à la mission. Le titulaire du poste dirigerait la composante appui restructurée. Le Bureau du Chef adjoint de l'appui à la mission serait chargé de superviser la Section des ressources humaines, la Section des finances et du budget, la Section des achats, le Groupe du contrôle des risques, de la mise aux normes et du suivi et le Groupe de la gestion des marchés. Il serait

responsable des fonctions liées à la coordination opérationnelle et au contrôle qualité des domaines d'activités administratifs (Section des ressources humaines, Section des finances et du budget et Section des achats) et s'attacherait particulièrement à améliorer la qualité, la rapidité et l'efficacité de la prestation des services d'appui administratif, en plus de la gestion des marchés et du contrôle des risques, de la mise aux normes et du suivi.

Groupe du contrôle des risques, de la mise aux normes et du suivi

Volontaires des Nations Unies : augmentation de 1 poste (réaffectation de 1 poste de Volontaire des Nations Unies de la Section du génie au Groupe du contrôle des risques, de la mise aux normes et du suivi)

35. Il est proposé de renforcer le Groupe du contrôle des risques, de la mise aux normes et du suivi en le dotant d'un poste supplémentaire de Volontaire des Nations Unies (spécialiste des questions d'environnement), qui serait créé par la réaffectation d'un poste de Volontaire des Nations Unies de la Section du génie. Le spécialiste des questions d'environnement appuierait la mise en œuvre des politiques relatives à l'environnement et à la gestion des déchets du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions, élaborerait des projets de directive de mission, et examinerait et évaluerait la réglementation environnementale du pays d'accueil afin de déterminer les responsabilités qui incombent à la Mission sur le plan juridique. Il élaborerait un plan d'action pour l'environnement, des principes directeurs et des instructions visant à réaliser les objectifs environnementaux de la Mission. Le Groupe audit/suivi des recommandations et valise diplomatique/archives, doté actuellement d'un poste d'agent des services généraux recruté sur le plan national, aurait pour nouveau nom le Groupe du contrôle des risques, de la mise aux normes et du suivi.

Section des finances et du budget

Personnel recruté sur le plan international : diminution de 2 postes (suppression de 2 postes d'agent du Service mobile)

Personnel recruté sur le plan national : diminution de 4 postes (suppression de 4 postes d'agent des services généraux recruté sur le plan national)

36. Il est proposé de supprimer de la Section des finances et du budget deux postes d'agent du Service mobile [caissier et assistant (finances)] et quatre postes d'agent des services généraux recruté sur le plan national (2 postes d'assistant (finances), 1 poste d'assistant (budget) et 1 poste d'assistant d'équipe). Les fonctions auparavant exercées par les titulaires de ces postes seront transférées au Centre de services régional d'Entebbe, dans le cadre de la délocalisation des services d'appui pouvant être fournis à distance, qui vise à réaliser des économies d'échelle, à assurer la continuité des opérations, à offrir un cadre plus viable pour le personnel et des possibilités de normaliser la prestation de services, en plus d'atténuer les risques liés aux activités propres à la Mission.

Section des ressources humaines

Personnel recruté sur le plan international : diminution nette de 1 poste (suppression de 1 poste d'agent du Service mobile)

Personnel recruté sur le plan national : diminution nette de 4 postes (suppression de 4 postes d'agent des services généraux recruté sur le plan national)

37. Il est proposé de supprimer un poste d'agent du Service mobile (assistant chargé des ressources humaines) et quatre postes d'agent des services généraux recruté sur le plan national (2 postes d'assistant chargé des voyages et 2 postes d'assistant chargé des ressources humaines) de la Section des ressources humaines. Les fonctions exercées par les titulaires de ces postes (à l'exception d'un poste d'assistant chargé des ressources humaines occupé par un agent du Service mobile) seront transférées au Centre de services régional d'Entebbe, dans le cadre de la délocalisation des services d'appui pouvant être fournis à distance, qui vise à réaliser des économies d'échelle, à assurer la continuité des opérations, à offrir un cadre plus viable pour le personnel et des possibilités de normaliser la prestation de services, en plus d'atténuer les risques liés aux activités propres à la Mission.

Gestion de la chaîne d'approvisionnement et services

Personnel recruté sur le plan international : diminution nette de 6 postes (création de 1 poste P-5, réaffectation de 2 postes d'agent du Service mobile de la Section du transport de surface à la Section de la sécurité et suppression de 5 postes d'agent du Service mobile)

Volontaires des Nations Unies : diminution nette de 1 poste (réaffectation de 1 poste de Volontaire des Nations Unies de la Section du génie au Groupe du contrôle des risques, de la mise aux normes et du suivi)

Bureau du responsable de la gestion de la chaîne d'approvisionnement et des services

Personnel recruté sur le plan international : augmentation de 1 poste (création de 1 poste P-5 de responsable de la gestion de la chaîne d'approvisionnement et des services)

38. Dans le cadre de la restructuration de la Division de l'appui à la mission, menée conformément à la stratégie globale d'appui aux missions, il est proposé de créer un poste de classe P-5, dont le titulaire assurerait la nouvelle fonction de responsable de la gestion de la chaîne d'approvisionnement et des services, afin d'assurer une direction durable au sein de la composante appui, ainsi que de renforcer les activités logistiques et la prestation de services et d'en redéfinir les priorités. Le titulaire de ce nouveau poste sera chargé de mettre en œuvre les recommandations issues de l'examen de la gestion des risques de sécurité, ainsi que de réorganiser et d'améliorer l'appui logistique. Le Bureau du responsable de la gestion de la chaîne d'approvisionnement et des services supervisera la Section des transports aériens, la Section du transport de surface, la Section du génie, la Section de la gestion du matériel, le Groupe des achats et des demandes de fourniture de biens et services, le Groupe des services centraux d'entreposage et de distribution, la Section des communications et de l'informatique et le Centre des opérations logistiques conjointes. Le responsable de la gestion de la chaîne

d'approvisionnement et des services sera chargé des activités de la Mission relatives à la chaîne d'approvisionnement et aux services.

Centre des opérations logistiques conjointes

Personnel recruté sur le plan international : diminution de 2 postes (transfert de 1 poste d'agent du Service mobile au Groupe des services centraux d'entreposage et de distribution et de 1 poste d'agent du Service mobile au Groupe des achats et des demandes de fourniture de biens et services)

Personnel recruté sur le plan national : diminution de 10 postes (transfert de 8 postes d'agent des services généraux recruté sur le plan national au Groupe des services centraux d'entreposage et de distribution et de 2 postes d'agent des services généraux recruté sur le plan national au Groupe des achats et des demandes de fourniture de biens et services)

Volontaires des Nations Unies : diminution de 2 postes (transfert de 2 postes de Volontaire des Nations Unies au Groupe des services centraux d'entreposage et de distribution)

39. Dans le cadre de la restructuration de la Division de l'appui à la mission, menée conformément à la stratégie globale d'appui aux missions, il est proposé de transférer 11 postes (1 poste d'agent du Service mobile, 8 postes d'agent des services généraux recruté sur le plan national et 2 postes de Volontaire des Nations Unies) au Groupe des services centraux d'entreposage et de distribution et trois postes (1 poste d'agent du Service mobile et 2 postes d'agent des services généraux recruté sur le plan national) au Groupe des achats et des demandes de fourniture de biens et services.

Section du transport de surface

Personnel recruté sur le plan international : diminution de 7 postes (transfert de 1 poste d'agent du Service mobile au Groupe des services centraux d'entreposage et de distribution, réaffectation de 2 postes d'agent du Service mobile à la Section de la sécurité et suppression de 4 postes d'agent du Service mobile)

Personnel recruté sur le plan national : diminution de 2 postes (transfert de 2 postes d'agent des services généraux recruté sur le plan national au Groupe des services centraux d'entreposage et de distribution)

Volontaires des Nations Unies : diminution de 1 poste (transfert de 1 poste de Volontaire des Nations Unies au Groupe des services centraux d'entreposage et de distribution)

40. Dans le cadre de la restructuration de la Division de l'appui à la mission, menée conformément à la stratégie globale d'appui aux missions, il est proposé de transférer quatre postes (1 poste d'agent du Service mobile, 2 postes d'agent des services généraux recruté sur le plan national et 1 poste de Volontaire des Nations Unies) au Groupe des services centraux d'entreposage et de distribution. Il est également proposé de réaffecter 2 postes d'agents du Service mobile à la Section de la sécurité. Il est en outre proposé de supprimer deux postes d'agent du Service mobile (opérateur de véhicules lourds), conformément aux recommandations issues de l'examen des besoins en personnel civil de 2014.

Section du génie

Volontaires des Nations Unies: diminution de 1 poste (réaffectation de 1 poste de Volontaire des Nations Unies au Groupe du contrôle des risques, de la mise aux normes et du suivi)

41. Dans le cadre de la restructuration de la Division de l'appui à la mission, menée conformément à la stratégie globale d'appui aux missions, il est proposé de transférer quatre postes (1 poste d'agent du Service mobile, 2 postes d'agent des services généraux recruté sur le plan national et 1 poste de Volontaire des Nations Unies) au Groupe des services centraux d'entreposage et de distribution.

Section des communications et de l'informatique

Personnel recruté sur le plan international : diminution de 1 poste (suppression de 1 poste d'agent du Service mobile)

Personnel recruté sur le plan national: diminution de 1 poste (transfert de 1 poste d'agent des services généraux recruté sur le plan national au Groupe des achats et des demandes de fourniture de biens et services)

42. Dans le cadre de la restructuration de la Division de l'appui à la mission, menée conformément à la stratégie globale d'appui aux missions, il est proposé de transférer un poste d'agent des services généraux recruté sur le plan national (assistant aux télécommunications) au Groupe des achats et des demandes de fourniture de biens et services. Il est en outre proposé de supprimer trois postes d'agent du Service mobile (opérateur radio, technicien du matériel et assistant aux télécommunications), conformément aux recommandations issues de l'examen des besoins en personnel civil de 2014.

Groupe des achats et des demandes de fourniture de biens et services

Personnel recruté sur le plan international : augmentation de 1 poste (transfert de 1 poste d'agent du Service mobile depuis le Centre des opérations logistiques conjointes)

Personnel recruté sur le plan national : augmentation de 3 postes (transfert de 2 postes d'agent des services généraux recruté sur le plan national du Centre des opérations logistiques conjointes et 1 poste d'agent des services généraux recruté sur le plan national de la Section des communications et de l'informatique)

43. Dans le cadre de la restructuration de la Division de l'appui à la mission, menée conformément à la stratégie globale d'appui aux missions, il est proposé de créer un Groupe des achats et des demandes de fourniture de biens et services. Ce Groupe permettra de gérer centralement toutes les demandes de fourniture de biens et services de la Mission, travaillera en étroite coordination avec le Groupe des services centraux d'entreposage et de distribution et veillera à ce que les demandes soient faites après un examen des stocks. Il permettra de centraliser la gestion de l'ensemble des biens de la Mission, afin d'optimiser l'efficacité et les ressources disponibles. Le groupe qu'il est proposé de créer compterait quatre postes, pourvus par le transfert d'un poste d'agent du Service mobile [assistant (soutien logistique)] et de deux postes d'agent des services généraux recruté sur le plan national [assistant (gestion des biens et des fournitures)] de l'ancien Groupe des approvisionnements du Centre des opérations logistiques conjointes, ainsi que d'un

poste d'agent des services généraux recruté sur le plan national (assistant aux télécommunications) de la Section des communications et de l'informatique.

Groupe des services centraux d'entreposage et de distribution

Personnel recruté sur le plan international : augmentation de 2 postes (transfert de 1 poste d'agent du Service mobile du Centre des opérations logistiques conjointes et de 1 poste d'agent du Service mobile de la Section du transport de surface)

Personnel recruté sur le plan national : augmentation de 10 postes (transfert de 8 postes d'agent des services généraux recruté sur le plan national du Centre des opérations logistiques conjointes et de 2 postes d'agent des services généraux recruté sur le plan national de la Section du transport de surface)

Volontaires des Nations Unies : augmentation de 3 postes (transfert de 2 postes de Volontaire des Nations Unies du Centre des opérations logistiques conjointes et de 1 poste de Volontaire des Nations Unies de la Section du transport de surface)

44. Dans le cadre de la restructuration de la Division de l'appui à la mission, menée conformément à la stratégie globale d'appui aux missions, il est proposé de créer un Groupe des services centraux d'entreposage et de distribution. À cet égard, le Groupe des carburants, le Groupe des rations et le Groupe des approvisionnements seront transférés du Centre des opérations logistiques conjointes. Il est proposé de doter le Groupe des services centraux d'entreposage et de distribution de 15 postes, pourvus par le transfert de 1 poste d'agent du Service mobile (assistant à la gestion des carburants), de 8 postes d'agent des services généraux recruté sur le plan national (2 assistants aux entrepôts, 3 assistants au soutien logistique et 3 assistants à la gestion des carburants) et de 2 postes de Volontaire des Nations Unies (assistant à la gestion des carburants) depuis le Centre des opérations logistiques conjointes ainsi que de 1 poste d'agent du Service mobile, de 2 postes d'agent des services généraux recruté sur le plan national et de 1 poste de Volontaire des Nations Unies depuis la Section du transport de surface (ancien Groupe des entrepôts et dépôts). Ce groupe permettra de centraliser la gestion de l'ensemble des biens de la Mission, afin d'optimiser l'efficacité et les ressources disponibles.

II. Ressources financières

A. Vue d'ensemble

(En milliers de dollars des États-Unis; l'exercice budgétaire court du 1^{er} juillet au 30 juin.)

Catégorie de dépenses	Dépenses (2015/16) (1)	Montant alloué (2016/17) (2)	Dépenses prévues (2017/18) (3)	Variation	
				Montant (4) = (3) - (2)	Pourcentage (5) = (4)/(2)
Militaires et personnel de police					
Observateurs militaires	5 467,9	5 749,0	6 188,0	439,0	7,6
Contingents	746,1	896,6	1 076,8	180,2	20,1
Police des Nations Unies	33,6	107,4	63,0	(44,4)	(41,3)
Unités de police constituées	—	—	—	—	—
Total partiel	6 247,6	6 753,0	7 327,8	574,8	8,5
Personnel civil					
Personnel recruté sur le plan international	14 922,8	16 053,6	14 027,7	(2 025,9)	(12,6)
Personnel recruté sur le plan national	5 069,4	5 450,4	5 093,5	(356,9)	(6,5)
Volontaires des Nations Unies	478,1	502,9	438,8	(64,1)	(12,7)
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	27,6	—	—	—	—
Personnel fourni par les gouvernements	13,3	59,1	19,7	(39,4)	(66,7)
Total partiel	20 511,2	22 066,0	19 579,7	(2 486,3)	(11,3)
Dépenses opérationnelles					
Observateurs électoraux civils	—	—	—	—	—
Consultants	149,4	25,0	36,0	11,0	44,0
Voyages	788,6	670,4	599,0	(71,4)	(10,7)
Installations et infrastructures	3 106,3	3 197,8	4 846,3	1 648,5	51,6
Transports terrestres	1 020,1	1 426,4	1 472,6	46,2	3,2
Opérations aériennes	10 042,1	10 699,8	13 339,8	2 640,0	24,7
Transports maritimes ou fluviaux	—	—	—	—	—
Communications	1 232,6	1 703,8	1 591,0	(112,8)	(6,6)
Informatique	1 462,1	1 346,0	1 329,1	(16,9)	(1,3)
Santé	133,4	158,5	158,8	0,3	0,2
Matériel spécial	—	—	—	—	—
Fournitures, services et matériel divers	5 454,9	4 503,7	4 875,5	371,8	8,3
Projets à effet rapide	—	—	—	—	—
Total partiel	23 389,5	23 731,4	28 248,1	4 516,7	19,0
Total brut	50 148,3	52 550,4	55 155,6	2 605,2	5,0
Recettes provenant des contributions du personnel	2 132,7	2 336,1	2 187,6	(148,5)	(6,4)
Montant net	48 015,6	50 214,3	52 968,0	2 753,7	5,5
Contributions volontaires en nature (budgétisées) ^a	2 136,6	4 032,1	519,0	(3 513,1)	(87,1)
Total	52 284,9	56 582,5	55 674,6	(907,9)	(1,6)

^a Sont compris dans les prévisions de dépenses pour 2017/18 les montants de 235 000 dollars provenant du Gouvernement marocain et de 284 000 dollars provenant du Gouvernement algérien.

B. Contributions non budgétisées

45. Le montant prévu des contributions non budgétisées pour l'exercice 2017/18 est le suivant :

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Montant prévu</i>
Contributions prévues par l'accord sur le statut de la mission	3 763,4
Contributions volontaires en nature (non budgétisées)	–
Total	3 763,4

C. Gains d'efficience

46. Il est tenu compte dans les prévisions de dépenses pour l'exercice 2017/18 des mesures ci-après, qui visent à accroître l'efficience :

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Montant</i>	<i>Mesure</i>
Transport de surface (carburant)	15,0	Mise en service du système électronique de gestion des carburants (eFMS-2) Grâce à ce système normalisé, l'administration et les utilisateurs disposeront d'outils leur permettant de planifier et de gérer la consommation et les stocks de carburants et d'analyser et de communiquer les données y relatives de manière efficiente afin de renforcer la transparence et de mieux maîtriser les dépenses de carburant et contrôler les stocks de la Mission.
Valorisation des avantages découlant de la mise en service d'Umoja	387,0	Transfert des fonctions correspondant à certains postes au Centre de services régional d'Entebbe Suppression d'un poste d'agent du Service mobile et transformation de deux postes d'agent du Service mobile en postes d'agent des services généraux recruté sur le plan national assignés au Centre de services régional d'Entebbe.
Total	402,0	

D. Taux de vacance

47. Les prévisions de dépenses pour l'exercice 2017/18 ont été établies sur la base des taux de vacance suivants :

(En pourcentage)

<i>Catégorie</i>	<i>Taux effectif 2015/16</i>	<i>Taux budgétisé 2016/17</i>	<i>Projection 2017/18</i>
Militaires et personnel de police			
Observateurs militaires	8,3	10,0	10,0
Contingents	3,7	1,0	1,0
Police des Nations Unies	83,3	70,0	90,0
Personnel civil			
Personnel recruté sur le plan international	6,7	6,0	8,0
Personnel recruté sur le plan national			
Administrateurs recrutés sur le plan national	—	—	—
Agents des services généraux recrutés sur le plan national	6,5	7,0	4,0
Volontaires des Nations Unies	43,8	30,0	40,0
Personnel fourni par les gouvernements	70,0	70,0	90,0

48. Les prévisions relatives aux taux de vacance de postes sont fondées sur l'expérience et tiennent compte des circonstances propres à la Mission en ce qui concerne le déploiement du personnel en tenue et le recrutement du personnel civil. Concrètement, les taux pour 2017/18 ont été déterminés à partir notamment des taux de vacance alors constatés, du taux de déploiement ou de recrutement pour la durée de l'exercice en cours et de l'évolution prévue par la MINURSO pour l'exercice considéré.

E. Matériel appartenant aux contingents : matériel majeur et soutien logistique autonome

49. Les ressources nécessaires pour l'exercice 2017/18, calculées sur la base des taux standard de remboursement au titre du matériel majeur et du soutien logistique autonome, s'élèvent à 205 100 dollars et se répartissent comme suit :

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>Montant prévu</i>	
	<i>Contingents</i>	<i>Unités de police constituées</i>
Matériel majeur	130,4	—
Soutien logistique autonome	74,7	—
Total	205,1	—

<i>Facteurs applicables à la Mission</i>	<i>Pourcentage</i>	<i>Date d'entrée en vigueur</i>	<i>Date du dernier examen</i>
A. Facteurs applicables à la zone de la Mission			
Contraintes du milieu	0,0	1 ^{er} octobre 2016	1 ^{er} octobre 2016
Usage opérationnel intensif	0,8	1 ^{er} octobre 2016	1 ^{er} octobre 2016
Actes d'hostilité ou abandon forcé	0,8	1 ^{er} octobre 2016	1 ^{er} octobre 2016
B. Facteurs applicables aux pays d'origine			
Différentiel de transport	0,0	1 ^{er} octobre 2016	1 ^{er} octobre 2016

F. Formation

50. Les dépenses de formation prévues pour l'exercice 2017/18 s'établissent comme suit :

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Montant prévu</i>
Consultants	
Formateurs	25,0
Voyages	
Voyages au titre de la formation	168,0
Fournitures, services et matériel divers	
Honoraires, fournitures et services	32,0
Total	225,0

51. Le nombre de participants prévus pour l'exercice 2017/18, par rapport à celui des exercices précédents, s'établit comme suit :

(Nombre de participants)

	<i>Personnel recruté sur le plan international</i>			<i>Personnel recruté sur le plan national</i>			<i>Militaires et personnel de police</i>		
	<i>Nombre effectif 2015/16</i>	<i>Nombre prévu 2016/17</i>	<i>Nombre proposé 2017/18</i>	<i>Nombre effectif 2015/16</i>	<i>Nombre prévu 2016/17</i>	<i>Nombre proposé 2017/18</i>	<i>Nombre effectif 2015/16</i>	<i>Nombre prévu 2016/17</i>	<i>Nombre proposé 2017/18</i>
Formation interne	186	82	89	225	–	163	–	–	68
Formation externe ^a	11	36	23	19	32	15	–	–	–
Total	197	118	112	244	32	178	–	–	68

^a Comprend les cours assurés à la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi (Italie) et ailleurs, hors de la zone de la Mission.

52. Le programme de formation de la Mission pour l'exercice 2017/18, qui comprend 69 cours regroupant 290 participants, a pour objet de renforcer les

compétences du personnel en matière de gestion, d'administration et d'organisation. Il est axé sur le renforcement des capacités pratiques et techniques du personnel civil de la Mission dans les domaines des finances et du budget, de la gestion des ressources humaines et des communications et il vise à encourager l'esprit d'initiative. En outre, la Mission formera 68 militaires et policiers en vue de développer leurs compétences en matière de communications et leurs connaissances linguistiques.

G. Services de détection des mines et de déminage

53. Les dépenses prévues au titre des services de détection des mines et de déminage pour l'exercice 2017/18 s'établissent comme suit :

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Montant prévu</i>
Fournitures, services et matériel divers	
Services de détection des mines et de déminage	3 265,2

54. La MINURSO prévoit de dépolluer en profondeur 3 millions de mètres carrés de terrain et d'en retirer les mines et les restes explosifs de guerre, de sorte que ses observateurs militaires puissent accéder à des zones jusqu'à présent interdites et surveiller l'application du cessez-le-feu et que la population y circule en toute sécurité.

55. Par ailleurs, les équipes du centre de coordination de la lutte antimines seront en relation avec les deux parties au conflit concernant la lutte antimines. Elles vérifieront l'état des routes et formeront le personnel de la Mission aux mesures de précaution relatives aux mines terrestres, à l'appui des efforts engagés par la Mission pour assurer la surveillance du cessez-le-feu.

III. Analyse des variations¹

56. Les termes standard qui figurent ci-après dans l'analyse des variations sont définis à l'annexe I.B du présent rapport. Ce sont les mêmes que ceux qui ont été utilisés dans les rapports précédents.

	<i>Variation</i>	
Observateurs militaires	439,0	7,6 %

• Facteurs externes : versement de l'indemnité de subsistance (missions) à taux plein

57. L'augmentation des dépenses prévues s'explique principalement par le fait qu'en 2017/18, l'indemnité de subsistance (missions) sera versée au taux plein de

¹ Les variations, dont le montant est exprimé en milliers de dollars des États-Unis, sont analysées lorsqu'elles atteignent $\pm 5\%$ ou 100 000 dollars.

105 dollars par personne et par jour, contre 54 dollars par personne et par jour en 2016/17, le pays hôte ayant mis un terme à ses contributions volontaires (chambres d'hôtel et repas) depuis la mi-mars 2016. Elle est en partie compensée par une diminution des dépenses prévues au titre des rations du fait de l'appréciation du dollar des États-Unis par rapport à l'euro et au dirham marocain.

	<i>Variation</i>	
Contingents	180,2	20,1 %

• **Facteurs externes : versement de l'indemnité de subsistance (missions) à taux plein**

58. L'augmentation des dépenses prévues s'explique principalement par le fait qu'en 2017/18, sept officiers d'état-major toucheront l'indemnité de subsistance (missions) au taux plein de 105 dollars par personne et par jour contre 54 dollars par personne et par jour en 2016/17, ainsi que par la hausse des crédits nécessaires au titre des rations des contingents, le pays hôte ayant mis un terme à ses contributions volontaires (chambres d'hôtel et repas) depuis la mi-mars 2016.

	<i>Variation</i>	
Police des Nations Unies	(44,4)	(41,3 %)

• **Gestion : augmentation du coefficient délais de déploiement**

59. La diminution des crédits demandés tient essentiellement à l'application d'un coefficient délais de déploiement supérieur (90 % pour l'exercice 2017/18 contre 70 % pour l'exercice 2015/16).

	<i>Variation</i>	
Personnel recruté sur le plan international	(2 025,9)	(12,6 %)

• **Gestion : hausse du taux de vacance**

60. La diminution des crédits demandés s'explique principalement par : a) la suppression prévue de trois postes d'agent du Service mobile, les fonctions correspondantes étant prises en charge par le Centre de services régional d'Entebbe, auquel la mise en service d'Umoja a permis de transférer les services d'appui qui peuvent être gérés à distance pour faire des économies d'échelle; b) la suppression prévue cinq postes d'agent du Service mobile faisant suite à l'examen des besoins en personnel civil de la Mission; c) la hausse du taux de vacance de postes, qui passera à 8 % pour l'exercice 2017/18 contre 6 % pour l'exercice 2016/17.

	<i>Variation</i>	
Personnel recruté sur le plan national	(356,9)	(6,5 %)

• **Gestion : hausse du taux de vacance**

61. La diminution des crédits demandés s'explique principalement par la suppression de huit postes d'agent des services généraux recruté sur le plan national, les fonctions correspondantes étant prises en charge par le Centre de

services régional d'Entebbe, auquel la mise en service d'Umoja a permis de transférer les services d'appui qui peuvent être gérés à distance pour faire des économies d'échelle.

	<i>Variation</i>	
Volontaires des Nations Unies	(64,1)	(12,7 %)

• **Gestion : hausse du taux de vacance**

62. La diminution des crédits demandés tient essentiellement à la hausse du taux de vacance utilisé pour calculer les dépenses imputées à cette rubrique (40 % pour l'exercice 2017/18 contre 30 % pour l'exercice 2016/17).

	<i>Variation</i>	
Personnel fourni par les gouvernements	(39,4)	(66,7 %)

• **Gestion : hausse du taux de vacance**

63. La diminution des crédits demandés tient essentiellement à la hausse du taux de vacance utilisé pour calculer les dépenses imputées à cette rubrique, soit 90 % pour 2017/18 contre 70 % pour 2016/17 (jusqu'à présent, les coûts afférents à deux des trois membres du personnel déployés dans le cadre de la Mission étaient assumés par l'Union africaine).

	<i>Variation</i>	
Consultants	11,0	44,0 %

• **Gestion : moyens et produits revus à la hausse**

64. Le principal facteur de variation au titre de cette rubrique est la part imputable à la Mission des coûts de réalisation du projet de Service d'assistance technique rapide pour les questions environnementales et climatiques par le Programme des Nations Unies pour l'environnement.

	<i>Variation</i>	
Voyages	(71,4)	(10,7 %)

• **Gestion : moyens revus à la baisse et produits inchangés**

65. La diminution des crédits demandés s'explique principalement par la diminution des dépenses prévues au titre des voyages effectués dans la région par le Bureau du commandant de la force et de l'indemnité journalière de subsistance versée en cas de voyage des observateurs militaires dans la zone de la Mission. En outre, moins de voyages au titre de la formation externe sont prévus pour l'exercice, la Mission ayant entrepris au cours des exercices antérieurs de proposer des formations à l'extérieur dans la perspective du passage aux Normes comptables internationales pour le secteur public (normes IPSAS) ou de la mise en service d'Umoja, ainsi que diverses formations certifiantes du personnel d'appui.

	<i>Variation</i>	
Installations et infrastructures	1 648,5	51,6 %

• **Gestion : moyens et produits revus à la hausse**

66. L'augmentation des crédits demandés s'explique principalement par des dépenses supérieures prévues : au titre des services d'architecture et de démolition dans le cadre de projets d'ingénierie consistant à forer des puits artésiens à six bases d'opérations dans le cadre des priorités stratégiques adoptées par la Mission en matière d'environnement et des initiatives de verdissement de l'ONU; au titre du matériel utilisé pour la défense des périmètres et notamment de l'installation de barrières de sécurité et de murs pare-souffle Hesco afin de protéger les réservoirs de carburant à cinq bases d'opérations, conformément aux recommandations du Département de la sûreté et de la sécurité.

67. Cette augmentation est en partie compensée par la diminution des dépenses prévues au titre des préfabriqués ainsi que par une réduction de la consommation de carburant des groupes électrogènes estimée à 17,5 %.

	<i>Variation</i>	
Opérations aériennes	2 640,0	24,7 %

• **Gestion : moyens et produits revus à la hausse**

68. L'augmentation des dépenses prévues est principalement imputable à la location et à l'exploitation des hélicoptères de la Mission, étant donné qu'il est proposé de déployer un aéronef supplémentaire doté d'équipements de surveillance et de vision nocturne afin d'augmenter les patrouilles aériennes et de s'assurer du respect du cessez-le-feu, les risques en matière de sécurité étant accrus à l'est du mur de sable.

69. Cette augmentation est en partie compensée par la baisse des ressources demandées au titre des avions de la Mission étant donné qu'à l'exercice précédent, des crédits avaient été prévus pour couvrir des frais ponctuels correspondant au déploiement ou au retrait des appareils et à leur peinture.

	<i>Variation</i>	
Communications	(112,8)	(6,6 %)

• **Gestion : moyens revus à la baisse et produits inchangés**

70. La diminution des crédits demandés s'explique principalement par la diminution de la part revenant à la Mission des dépenses prévues au titre des transpondeurs centralisés à la rubrique des communications par réseaux commerciaux et des dépenses prévues au titre des pièces détachées, le matériel VHF/UHF et satellite de la Mission, acheté récemment pour la plupart, nécessitant peu de réparation et d'entretien.

	<i>Variation</i>	
Fournitures, services et matériel divers	371,8	8,3 %

• **Gestion : moyens et produits revus à la hausse**

71. L'augmentation des ressources demandées est principalement imputable à la hausse des dépenses au titre des transports résultant de l'augmentation des achats de matériel aux rubriques des véhicules, des communications et de l'informatique. Elle s'explique également par la hausse des dépenses à la rubrique des services divers du fait de l'embauche de trois vacataires internationaux (2 chauffeurs et 1 spécialiste du carburant) chargés de transporter des fournitures de survie de l'ouest à l'est du mur de sable et de gérer la réserve de carburant d'urgence à cinq sites situés à l'est du mur de sable, le personnel recruté sur le plan national n'étant pas autorisé à le franchir.

IV. Décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre

72. Les décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre au sujet du financement de la Mission portent sur les points suivants :

a) Ouverture d'un crédit de 55 155 600 dollars aux fins du fonctionnement de la Mission pour l'exercice de 12 mois allant du 1^{er} juillet 2017 au 30 juin 2018;

b) Mise en recouvrement du montant visé à l'alinéa a) ci-dessus, si le Conseil de sécurité décide de proroger le mandat de la Mission, à raison de 4 596 300 dollars par mois.

V. Récapitulatif des mesures prises pour donner suite aux décisions et demandes formulées par l'Assemblée générale dans ses résolutions 70/286 et 70/742, ainsi qu'aux demandes et recommandations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires approuvées par l'Assemblée générale

A. Assemblée générale

Questions transversales

(Résolution 70/286)

<i>Décision ou demande</i>	<i>Mesures prises</i>
Prie le Secrétaire général d'améliorer le ratio entre le personnel des services organiques et le personnel d'appui, une attention particulière étant accordée à la possibilité de transférer certaines fonctions à des agents recrutés sur le plan national, notamment celles exercées par des agents du Service mobile, de sorte que la structure des effectifs civils permette aux missions de	Quatre postes d'agent du Service mobile ont été remplacés par des postes d'agent des services généraux recrutés sur le plan national au cours de l'exercice 2014/15, puis deux pendant l'exercice 2015/16.

s'acquitter efficacement de leur mandat et soit conforme aux meilleures pratiques adoptées en matière de dotation en effectifs, toutes missions confondues (par. 20)

Demande instamment au Secrétaire général de tout faire pour réduire les délais de recrutement des membres du personnel affectés aux missions, dans le respect des dispositions qui régissent le recrutement du personnel de l'Organisation, d'accroître la transparence de la procédure de recrutement à tous les stades et de rendre compte des mesures prises et des résultats obtenus dans le cadre de son prochain rapport d'ensemble (par. 22)

Se félicite de l'action que continue de mener le Secrétaire général afin qu'il soit tenu compte de la problématique hommes-femmes dans les activités de maintien de la paix des Nations Unies et prie le Secrétaire général de veiller à ce que les conseillers principaux pour la problématique hommes-femmes relèvent directement, dans toutes les opérations de maintien de la paix des Nations Unies, du chef de mission (par. 24)

Est consciente du rôle que les femmes jouent dans les questions de paix et de sécurité, sous tous leurs aspects, se déclare préoccupée par le déséquilibre entre les sexes qui existe dans les effectifs des opérations de maintien de la paix, en particulier aux échelons supérieurs, prie le Secrétaire général de redoubler d'efforts pour recruter des femmes dans les opérations de maintien de la paix et les retenir au service des missions, en particulier pour ce qui est de nommer des femmes à des postes de direction de niveau élevé, dans le plein respect du principe d'une répartition géographique équitable et conformément à l'Article 101 de la Charte des Nations Unies, en songeant notamment aux femmes originaires des pays fournisseurs de contingents et de personnel de police, et engage vivement les États Membres, dans les cas qui s'y prêtent, à rechercher des candidates aptes à assumer des fonctions dans le système des Nations Unies et à en présenter régulièrement un plus grand nombre aux postes à pourvoir (par. 25)

La MINURSO se conforme aux dispositions régissant le recrutement du personnel des Nations Unies et s'emploie à réduire les délais de recrutement. Notamment, lorsque des postes deviennent vacants, elle sélectionne des candidats retenus sur les listes de réserve, ce qui diminue la durée de la procédure étant donné que les antécédents des candidats inscrits sur la liste de l'organe central de contrôle pour le personnel des missions ont déjà été vérifiés. Il est ainsi possible de raccourcir le délai de recrutement de un à deux mois. Au cours de l'exercice 2016/17, se sont toutefois produits des retards, essentiellement imputables à des difficultés liées à la délivrance de visas par l'administration du pays hôte.

La Mission s'est conformée à cette demande en faisant des efforts substantiels pour recruter, sur les listes de réserve, des candidates ayant un niveau de qualification équivalent à celui de leurs homologues masculins.

La MINURSO appuie cette initiative et collabore régulièrement avec la Division du personnel des missions du Département de l'appui aux missions afin, notamment, d'accroître le nombre de femmes occupant des postes de responsabilité au sein de la Mission.

Décision ou demande

Mesures prises

Prie le Secrétaire général de poursuivre l'action qu'il mène pour atténuer l'empreinte environnementale globale des missions de maintien de la paix, notamment en mettant en place des systèmes de gestion des déchets et de production d'énergie qui soient respectueux de l'environnement, dans le plein respect des règlements et des règles applicables, notamment mais non exclusivement les politiques et procédures des Nations Unies en matière de protection de l'environnement et de gestion des déchets (par. 31)

Prie en outre le Secrétaire général de présenter clairement, dans les projets de budget de chaque mission, les prévisions de dépenses annuelles pour les projets de construction s'inscrivant, s'il y a lieu, dans le cadre de plans pluriannuels, de s'attacher encore à accroître l'exactitude des budgets, en améliorant notamment tous les aspects de la planification, de la gestion et du contrôle des projets, compte dûment tenu des besoins opérationnels des missions, et de suivre de près l'exécution des travaux de sorte qu'ils soient menés à bonne fin dans les délais (par. 42)

Prie le Secrétaire général de renforcer les mécanismes de supervision et de contrôle interne relatifs aux achats et à la gestion des biens dans les missions de maintien de la paix, notamment en chargeant nommément un fonctionnaire de la mission de vérifier le nombre d'articles détenus en stock avant de faire tout nouvel achat, en vue de faire respecter les politiques de gestion des biens en vigueur, compte tenu des besoins actuels et futurs des missions et de la nécessité d'appliquer intégralement les Normes comptables internationales pour le secteur public (par. 43)

Engage le Secrétaire général à utiliser les matériaux, les moyens et les connaissances disponibles localement dans le cadre des projets de construction menés dans les opérations de maintien de la paix, dans le respect des dispositions du Manuel des achats de l'Organisation (par. 45)

Prie le Secrétaire général de mettre pleinement à profit le Bureau régional d'achat d'Entebbe (Ouganda) pour ce qui est des achats destinés aux missions (par. 46)

Rappelle le paragraphe 38 de sa résolution 69/307 et prie le Secrétaire général de continuer à envisager de mettre en œuvre des mesures de nature à renforcer la sécurité des équipages aériens sous contrat avec l'Organisation, notamment en confirmant que les

La Mission prépare actuellement un plan d'action pour l'environnement en faveur de la réalisation des objectifs définis à l'issue d'une analyse des lacunes constatées dans des domaines comme l'énergie (prévention des marées noires et efficacité énergétique), le traitement des eaux usées et la gestion des déchets.

La Mission continuera de présenter ses besoins en construction dans ses projets de budget, y compris lorsque les prévisions de dépenses s'inscrivent dans le cadre d'un plan pluriannuel, et poursuivra ses efforts pour accroître l'exactitude de ses budgets en améliorant tous les aspects de la planification, de la gestion et du contrôle des projets, compte tenu de ses besoins opérationnels.

Le Groupe des achats et des demandes de fourniture de biens et services de la Mission, dont la création a été proposée pour l'exercice 2017/18, sera chargé de la planification, du contrôle et du suivi de la chaîne d'approvisionnement de la Mission afin d'assurer en continu la distribution des biens et la prestation des services et de répondre ainsi aux besoins opérationnels. L'une des principales fonctions du Groupe sera de vérifier le niveau des stocks existants avant de lancer une opération d'achat.

La MINURSO observe les prescriptions du Manuel des achats de l'ONU. Dans la mesure du possible, la Mission se procure son matériel (électricité, plomberie, etc.) auprès de fournisseurs locaux et confie à des entreprises locales la réalisation de ses projets de construction et la modernisation de ses infrastructures.

Des efforts ont été faits pour mettre à profit le Bureau régional d'achat.

Au cours d'une réunion tenue le 29 juin 2016, la Mission s'est penchée, avec la Section des transports aériens, le Groupe de la sécurité aérienne et la Section de la sécurité, sur la sécurité des équipages et des moyens aériens. Il a été décidé d'appliquer des

<i>Décision ou demande</i>	<i>Mesures prises</i>
chaînes de responsabilité appropriées sont en place en ce qui concerne la gestion des aspects relatifs à la sécurité, et de rendre compte de la question dans le prochain rapport d'ensemble (par. 47)	mesures immédiates destinées à réduire le niveau de risque, perçu comme élevé, des opérations aériennes de la Mission.
Rappelle la position collective et unanime selon laquelle un seul cas avéré d'exploitation et d'agression sexuelles est encore un cas de trop et prie le Secrétaire général de veiller à ce que toutes les opérations de maintien de la paix appliquent intégralement, à tous les membres du personnel civil, militaire et de police, la politique de tolérance zéro de l'Organisation des Nations Unies à l'égard de l'exploitation et des agressions sexuelles (par. 70)	Le détail des mesures prises par l'ensemble des missions de maintien de la paix, dont la MINURSO, en réponse aux prescriptions formulées aux paragraphes 70, 71, 76 et de 79 à 82 de la résolution, sera présenté dans le rapport du Secrétaire général sur les dispositions spéciales visant à prévenir l'exploitation et les atteintes sexuelles.

B. Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires

(A/70/742)

<i>Demande ou recommandation</i>	<i>Mesures prises</i>
Le Comité consultatif partage la préoccupation du Comité des commissaires aux comptes concernant la poursuite et la fréquence des transferts de ressources entre catégories de dépenses et rubriques budgétaires et à l'intérieur de celles-ci, dans les missions de maintien de la paix (par. 31).	L'opération continue d'observer avec attention l'ampleur et la fréquence des transferts de ressources entre catégories de dépenses et rubriques budgétaires. Ces transferts n'ont lieu que s'ils sont pleinement justifiés et font le plus souvent suite à des événements que l'opération ne pouvait prévoir au moment de l'établissement du budget.
Le Comité note avec regret que les projets de budget des missions pour 2016/17 ne se conforment pas toujours à l'exigence selon laquelle il y a lieu de déterminer s'il est nécessaire de maintenir ou de supprimer les postes restés vacants depuis au moins deux ans (par. 46).	La MINURSO a passé en revue ses postes vacants, y compris ceux qui sont vacants depuis deux ans ou plus, lors de l'examen de ses besoins en personnel pour l'exercice 2017/18. Le bilan de ce passage en revue est consigné dans le rapport sur le budget actuel.
Le Comité réaffirme que l'Organisation a l'occasion d'améliorer l'efficacité et l'efficience globales des opérations aériennes des opérations de maintien de la paix, voire de réaliser d'importantes économies dans les budgets des années à venir (par. 116).	La MINURSO a réalisé 95 % des heures de vol inscrites au budget au titre de ses moyens aériens au cours de l'exercice antérieur. La Mission est résolue à poursuivre ses efforts pour maintenir, voire augmenter, ce taux.
Le Comité recommande que lui soit communiqué parmi les informations fournies avant l'examen des projets de budget des missions un récapitulatif des ressources demandées au titre des voyages pour toutes les opérations de maintien de la paix, précisant notamment la destination des voyages, leur objet, le nombre de voyageurs et les fonctions qu'ils exercent, ainsi que le	La MINURSO a pris des mesures pour surveiller les déplacements au cours de l'exercice 2016/17 et fournira les informations demandées en temps voulu.

*Demande ou recommandation**Mesures prises*

montant estimatif des billets et des autres frais de voyage (par. 154).

Le Comité consultatif souligne la nécessité d'une planification et d'une budgétisation réalistes et d'un renforcement du contrôle et du suivi des projets, notamment par les bureaux compétents du Département de l'appui aux missions au Siège et de la Base de soutien logistique des Nations Unies, en particulier des projets s'étendant sur plus d'un cycle budgétaire. L'on devrait trouver dans chaque projet de budget des informations détaillées sur les projets pluriannuels, notamment un état général de l'avancement des travaux au moment de la présentation du budget, les projets d'un montant de 1 million de dollars ou plus devant par ailleurs être clairement identifiables dans le projet de budget (par. 157).

Le Comité consultatif attend avec intérêt d'examiner les résultats de l'analyse en cours sur la possibilité de remplacer une partie du parc de véhicules légers par des berlines, des véhicules polyvalents ou des véhicules de substitution. Le Comité compte que les plans d'achat de véhicules pour l'exercice 2017/18 tiendront compte des résultats de cet examen (par. 160).

Le projet de budget de la MINURSO pour l'exercice 2017/18 comprend un projet pluriannuel de forage, à six endroits, de 10 puits artésiens pour un montant de 1,9 million de dollars.

Le parc de véhicules 4 x 4 lourds polyvalents est utilisé sur route 90 % du temps et n'a pas lieu d'être remplacé par d'autres types de véhicules. Il n'a pas été envisagé, à la suite de l'examen, de remplacer une partie du parc de véhicules légers. Cette mesure ne serait pas économiquement justifiée vu le faible kilométrage et l'utilisation limitée des véhicules du parc actuel.

Annexe I

Définitions

A. Terminologie se rapportant aux changements proposés dans le domaine des ressources humaines

La terminologie ci-après se rapporte aux changements proposés dans le domaine des ressources humaines (voir la section I du présent rapport).

- **Création de poste.** Proposée lorsque des ressources supplémentaires sont nécessaires et qu'il est impossible de les prélever sur les effectifs d'autres bureaux ou d'assurer autrement l'exécution de certaines activités dans les limites des ressources existantes.
- **Réaffectation de poste.** Proposée lorsqu'il est envisagé d'utiliser un poste initialement approuvé pour une fonction donnée aux fins de la réalisation d'autres activités prescrites prioritaires, sans rapport avec la fonction d'origine. Il peut y avoir un changement de lieu ou de bureau, mais pas de catégorie ou de classe.
- **Transfert de poste.** Proposé lorsqu'il est envisagé d'utiliser un poste autorisé pour des fonctions comparables ou connexes dans un autre bureau.
- **Reclassement ou déclassement de poste.** Proposé lorsqu'il est envisagé de changer la classe d'un poste, du fait que les attributions et responsabilités qui y sont attachées ont été sensiblement modifiées.
- **Suppression de poste.** Proposée lorsqu'un poste autorisé n'est plus nécessaire ni à la réalisation des activités pour lesquelles il a été approuvé ni à celle d'autres activités prioritaires de la mission.
- **Transformation de poste.** Trois cas de figure sont possibles :
 - Transformation d'un emploi de temporaire en poste : il s'agit de transformer en poste un emploi de temporaire, financé au moyen des crédits prévus à la rubrique Personnel temporaire (autre que pour les réunions), du fait que les fonctions considérées ont un caractère continu;
 - Transformation d'un contrat de vacataire ou de louage de services en poste d'agent recruté sur le plan national : il s'agit de transformer un contrat de vacataire ou de louage de services en poste d'agent recruté sur le plan national, compte tenu du caractère continu des fonctions considérées, conformément au paragraphe 11 de la section VIII de la résolution 59/296 de l'Assemblée générale;
 - Transformation d'un poste de fonctionnaire international en poste d'agent recruté sur le plan national : il s'agit de transformer en poste d'agent recruté sur le plan national un poste d'agent recruté sur le plan international approuvé.

B. Terminologie se rapportant à l'analyse des variations

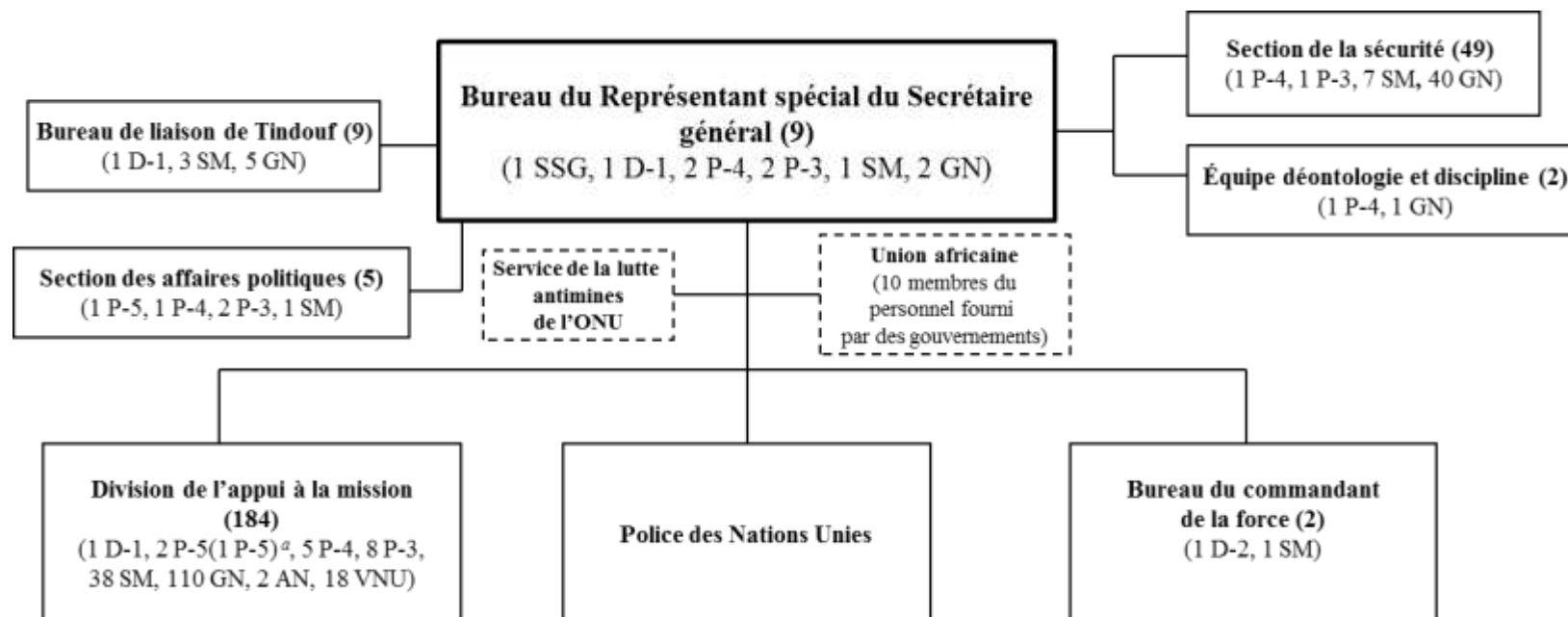
On trouve à la section III du présent rapport, pour chaque rubrique, une indication du facteur auquel la variation est principalement imputable, les facteurs types recensés étant classés dans les quatre grandes catégories ci-après :

- **Mandat.** Variations liées à une modification de la portée ou de la nature du mandat ou à une révision des réalisations escomptées dans le cadre du mandat;
- **Facteurs externes.** Variations imputables à des acteurs extérieurs ou à des situations qui échappent au contrôle de l'Organisation;
- **Paramètres budgétaires.** Variations qui tiennent aux règles, directives et politiques de l'Organisation;
- **Gestion.** Variations dues à des décisions de gestion devant permettre d'obtenir les résultats attendus avec plus d'efficacité (par exemple révision des priorités ou ajout de produits) ou avec plus d'efficience (par exemple réduction des effectifs ou des moyens nécessaires à l'exécution des produits sans incidence sur les produits) ou liées à des problèmes qui apparaissent au stade de l'exécution (par exemple sous-estimation du coût ou du volume des moyens nécessaires à l'exécution des produits ou retards dans le recrutement).

Annexe II

Organigrammes

A. Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental

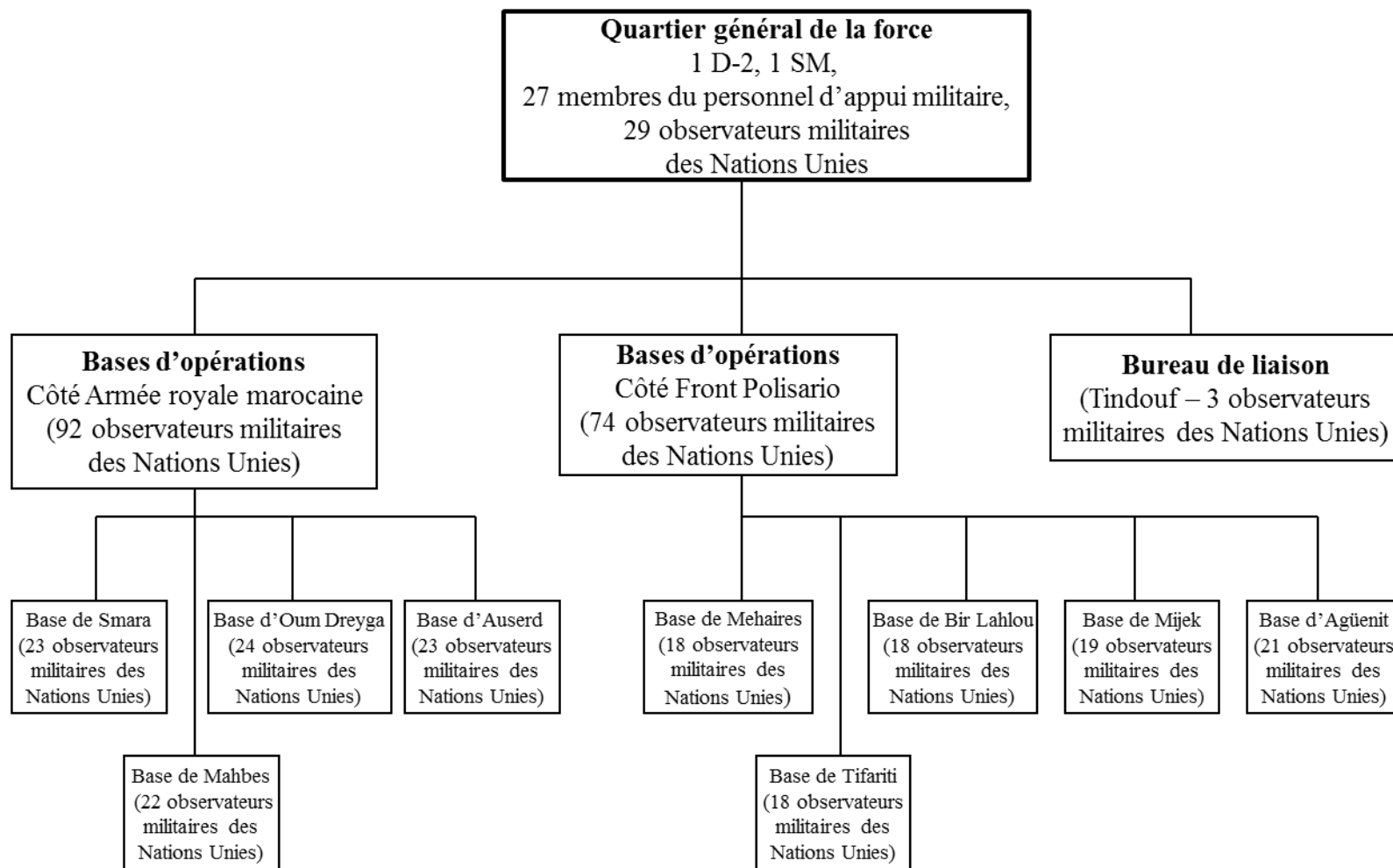


Abréviations : AN = administrateur recruté sur le plan national; GN = agent des services généraux recruté sur le plan national; SM = agent du Service mobile; SSG = sous-secrétaire général; VNU = Volontaire des Nations Unies.

^a Création,

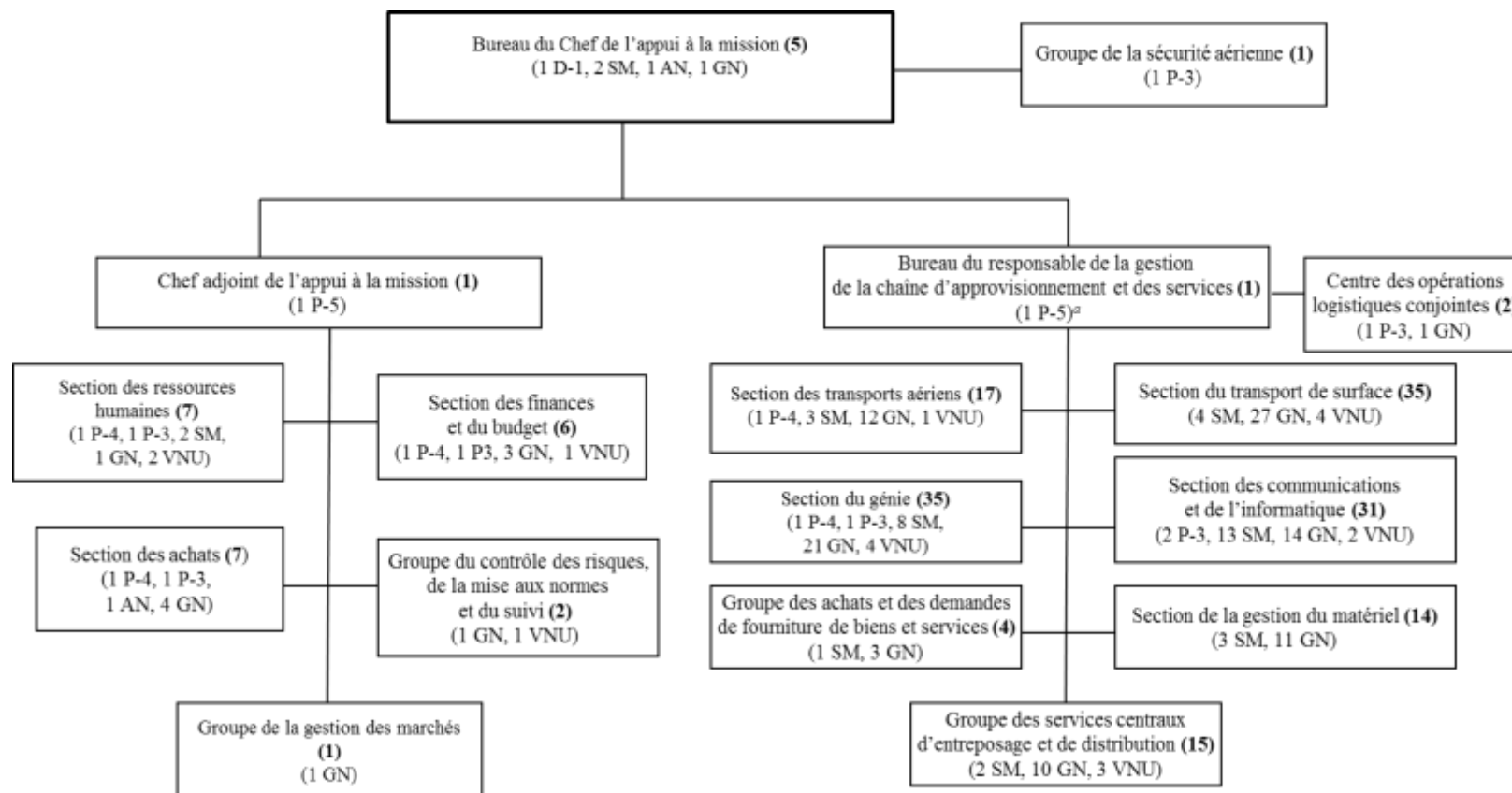
*

B. Composante militaire



Abréviation : SM = agent du Service mobile.

C. Division de l'appui à la mission (nouvelle structure proposée)



Abréviations : AN = administrateur recruté sur le plan national; GN = agent des services généraux recruté sur le plan national; SM = agent du Service mobile; VNU = Volontaire des Nations Unies.

^a Création.

Carte



Map No. 3691 Rev. 81 UNITED NATIONS
January 2017 (Colour)

Department of Field Support
Geospatial Information Section (formerly Cartographic Section)